



**OFFICE DES POURSUITES
DU DISTRICT
DE LA BROYE-VULLY**

Rue de la Gare 45 CP 300
1530 Payerne

N/réf.
Philippe GERMANN
(à rappeler dans toute correspondance)
Ligne directe : 026 557 37 50 - E-mail : info.opbv@vd.ch

V/Réf.

Date
16 août 2022

AVANT PROJET

Modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) (Extrait du registre des poursuites, notification par voie électronique et vente aux enchères en ligne)

Ouverture de la procédure de consultation du 22 juin 2022
Le délai imparti pour la consultation court jusqu'au 17 octobre 2022.

Prise de position et remarques (projet) de Ph. Germann, préposé de l'office des poursuites de la Broye-Vully, 1530 Payerne

Art. 8a al. 3 AP-LP

1.1.2. et 2.2.1. - Vérification du domicile pour l'extrait du registre

La formulation "*L'extrait concernant une poursuite*" n'est pas *heureuse*.
Le texte devrait être : L'extrait du registre des poursuites, comme s'intitule le formulaire fédéral.

L'extrait du registre de poursuites (art. 8a LP) a pour premier but de renseigner des tiers sur les éventuelles procédures de poursuite introduites contre une citoyens.

Les personnes intéressées à avoir accès à ces informations sont des futurs relations qui sont susceptible d'accepter d'entrer en relation d'affaires avec lesdits citoyens (établissement financier en vue d'accorder un prêt, propriétaire/gérance en vue de conclure un contrat de bail, fournisseurs de marchandises, la liste n'est exhaustive).

Le for de la poursuite ordinaire est au domicile du débiteur (art. 46 LP). L'Office des poursuites - en raison du for de la poursuite - est compétent pour enregistrer une réquisition de poursuite, notifier un commandement de payer, exécuter une saisie.

La notion de domicile au sens de l'art. 46 LP est celui prévu à l'art. 23 CC : "le domicile de toute personne est au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir, l'endroit où la personne a son centre d'intérêt, l'endroit où il rentre aussi souvent que son activité le lui permet".

Le domicile personnel se trouve à l'endroit où le débiteur se trouve en **fait**, notamment au lieu où il rentre chaque soir pour y passer la nuit (Pierre Robert Gilliéron, Poursuite pour dettes, faillite et concordat, 5^e édition, p. 93 § 377)

Le domicile administratif, fiscal ou autre peut être un indice (Commentaire Romand, Poursuite et faillite, art. 46 LP, p. 145 § 10).

La notion de domicile de l'art. 46 LP ne s'appuie pas sur l'inscription du poursuivi au contrôle des habitants, comme pour d'autres activités étatiques (par exemple : aide sociale, subside, permis de séjour).

D'autre part, l'art. 48 LP détermine que le débiteur qui n'a pas de domicile fixe peut être poursuivi au lieu où il se trouve.

Le législateur - lors de la rédaction de ces dispositions - avait déjà anticipé le fait que le débiteur ne s'inscrivait pas systématique au contrôle des habitants et a permis ainsi au créancier de poursuivre son débiteur à l'endroit où il se trouve abstraction de toute inscription dans un registre communal ou autre.

Le domicile du débiteur est communiqué à l'office par les indications contenues sur la réquisition de poursuite (ou réquisition de continuer la poursuite) déposée par le créancier. (CR art. 46 LP, p. 145 § 12).

L'Office ne vérifie l'adresse du débiteur qu'en regard de sa compétence territoriale. Il n'a pas à effectuer de contrôle supplémentaire (Commentaire Romand, Poursuite et faillite, art. 67 LP, p. 267 § 5 et p. 269 § 16).

Avec les dispositions de l'art. 8a al. 3 bis AP-LP, le législateur veut imposer à l'office des poursuites qui délivre un extrait du registre des poursuites, la mention d'une information provenant des contrôles des habitants communaux.

Les contrôles des habitants sont alimentés par la volonté des citoyens, lesquels annoncent leur départ et leur arrivée. Une partie des débiteurs ne sont pas aussi diligents avec les formalités administratives et n'annoncent ni leur départ, ni leur arrivée dans une commune. Ces renseignements sont dès lors pas probants.

L'Office des poursuites du for de la poursuite (art. 46 LP) est compétent pour délivrer un extrait du registre (art. 8a LP) des poursuites introduites sur son arrondissement à ce dit for.

Les règles qui régissent le for de la poursuite et le for de la délivrance d'un extrait sont les mêmes et comme vu ci-dessus, elles ne dépendent pas de l'inscription ou non au contrôle des habitants de la localité de domicile.

Faire figurer sur les extraits du registre des poursuites un renseignement tel que l'inscription au contrôle des habitants n'a pas de sens, puisque l'office ne s'appuie pas sur ce renseignement pour déterminer le for de la poursuite. Cette information va à l'encontre de la règle du for de la poursuite (art. 46 LP).

Ce renseignement supplémentaire aura, principalement, pour effet de cautionner un renseignement dont l'Office des poursuites ne maîtrise pas la source et qui ne fonde pas le for de la poursuite.

Le Tiers qui consulte un extrait du registre des poursuites, sur lequel figure une indication concernant l'inscription au contrôle des habitants pour une période donnée, est en droit de s'y fier et de le considérer comme probant ; alors que dans les faits, aucune certitude ne peut être attribuée à cette information et que l'office ne s'y base pas pour décider de l'introduction d'une poursuite.

L'information de la mention des dates d'arrivée et/ou de départ de la commune de domicile ne détermine pas la durée de validité d'un extrait du registre des poursuites, pas plus qu'elle prolonge (chiffre 3 p. 17 du rapport explicatif).

La LP ne fixe d'ailleurs nullement la durée de validé d'un extrait du registre des poursuites, le tiers qui le consulte ou l'examine détermine, selon ses propres critères, si son établissement est assez récent ou pas.

Avec ces nouvelles dispositions, le législateur impose des responsabilités aux offices des poursuites alors qu'elles ne lui incombent pas. Cette obligation va à l'encontre des dispositions en vigueur en matière de for de la poursuite (notamment art. 46 et 48 LP).

Pour ces motifs, même si l'idée de fond est compréhensible et défendable, à savoir protéger les futures relations d'affaires des débiteurs *volages*, sur la forme, ces nouvelles dispositions ne garantissent pas la sécurité du droit et crée une impression de protection supplémentaire d'un extrait du registre des poursuites vierges, alors qu'en définitive, les renseignements ajoutés ne garantissent pas plus sa *valeur* ou l'utilité de l'extrait délivré, ni ne le rende plus pertinent.

A mon avis, il appartient au créancier de s'assurer des domiciles précédents de sa future relation d'affaires (voir 2^e et 3^e § ci-dessus), cas échéant il lui incombe de requérir de la part du futur cocontractant une attestation de domicile.

Comme dit, il n'appartient pas à l'office des poursuites de fournir des renseignements qui échappe à sa sphère d'influence et surtout de vérification/contrôle, et - au risque de me répéter - des informations qui ne crée pas le for de la poursuite.

Art. 34 al. 2 AP-LP

1.1.3. et 2.1.2 Notification par voie électronique

Se posera un jour futur la question de la cession de ces actes de défauts de biens transmis électroniquement entre le créancier actuel et un nouveau créancier.

Art. 125, 129a, 256 al. 1 et 257 AP-LP

1.1.4 et 2.1.3. - Enchères en ligne

Art. 125, titre marginal

2. Vente aux enchères officielle...

Proposition : 2. Vente aux enchère *publiques*

Cette terminologie est utilisée dans l'article 125 LP "La réalisation est faite aux enchères publiques...".

Le terme *officielle* laisse sous-entendre que la vente en ligne (art. 129a AP-LP) ou la vente de gré à gré (art. 130 LP) ne sont pas officielle.

Art. 129a al. 4 AP-LP :

L'art. 129a al. 4 AP-LP ne renvoie pas au 2^e alinéa de l'art. 126 LP.
Est-ce un oubli ou le législateur laisse-t-il la possibilité à l'office de procéder à une vente aux enchères publique (art. 125 LP) de l'objet qui n'aurait pas trouvé preneur en ligne ?

Art. 257, titre marginal

2. Vente aux enchères officielle...

Proposition : 2. Vente aux enchère *publiques*

Cette terminologie est utilisée dans l'article 125 LP et 256 al. 1 LP "les biens ... sont réalisés ... aux enchères publiques ...".

Le terme *officielle* laisse sous-entendre que la vente en ligne (art. 129a AP-LP) ou la vente de gré à gré (art. 130 LP) ne sont pas officielle.

Art. 67 al. AP-LP

1.1.5. et 2.1.4 - Exigences pour la réquisition de poursuite

Pas de commentaire.

Cet article ancre dans la loi les dispositions des ordonnances émises en matière de réquisitions de poursuite. Les textes des ordonnances pourront ainsi être imposées aux parties (créanciers).

Art. 275 AP-LP

1.1.6. et 2.1.5. - Précision concernant l'exécution du séquestre

Cette modification mettra un terme aux divergences entre certains cantons.

Art. 12 al. 3 AP-LP

1.1.7. et 2.1.6. - Limitation des paiements au comptant du débiteur à l'office.

Même si, à ce jour, je n'ai pas eu connaissance d'un processus de blanchiment d'argent à travers le paiement de poursuites ; il est important que toutes les législations fédérales s'accordent sur le plafond fixé par la Finma.

Après la modification du plafond autorisés pour l'encaissement lors de vente aux enchères (art. 129 al. 2 et 136 al. 2 LP), il est important que l'art. 12 LP soit modifié dans ce sens.

Une précision pourrait être apportée :

³ Les paiements peuvent être effectués au comptant jusqu'à 100'000 francs *par poursuite*.

Par exemple : une poursuite totalise Fr. 150'000. Le débiteur verse Fr. 50'000 durant trois jours successifs. Il peut ainsi contourner et rendre inefficace la disposition proposée.

Conséquences et conclusions

Art. 8a al. 3 AP-LP

La vente en ligne d'objets saisis peut réduire la charge de travail de l'office des poursuites (2 ventes en ligne en 2021 pour l'Office des poursuites de la Broye Vully : gain de temps estimé : 8 heures annuelles).

Temps à investir pour procéder aux vérifications et compléments requis par les nouvelles dispositions de l'art. 8a al. 3 AP-LP (11'600 extraits du registre des poursuites délivrés en 2021 : temps estimé pour les contrôles et modifications : 3-5 minutes par extrait = 34'800-58'000 heures annuelles pour l'OP Broye-Vully).

La conséquence pour les cantons en termes de volume de travail est énorme ; pour un résultat très faible en matière de pertinence des informations fournies.

L'argument du chiffre 4.4 du rapport explicatif n'est pas pertinent. Les bailleurs ont des alternatives pour vérifier l'adresse de leur futur locataire.

Autres modifications

Pas de remarque

Aspect juridique

Art. 8a al. 3 AP-LP

L'art. 8 al. 2 et 3 LP stipule :

- ² Les procès-verbaux et les registres font foi jusqu'à preuve du contraire.
- ³ L'office des poursuites rectifie d'office ou sur demande d'une personne concernée une inscription inexacte.

La tenue des registres de l'office des poursuites est prévue aux articles 8 à 12 OFORM. Les indications supplémentaires devant figurer dans l'extrait du registre des poursuites doivent être stipulées dans ces articles. L'avant-projet est muet à ce sujet.

S'il s'avère que les données que l'office fait figurer sur un extrait du registre des poursuites en relation avec l'inscription de l'intéressé au contrôle des habitants de la Commune sont erronées, du fait que le registre communal contient une erreur, quid de la responsabilité et de la rectification des données figurant sur le document délivré par l'office en regard de l'art. 8 al. 3 LP ?

Autres modifications

Pas de remarque

Je me tiens à la disposition des lecteurs pour cas échéant commenter ou compléter les remarques ci-dessus.

Office des poursuites de la Broye-Vully

Philippe GERMANN, préposé

Gentile Signora
Consigliera Federale
Karin Keller-Sutter
Dir. DFGP
3003 Berna

zz@bj.admin.ch

Lugano, 17 ottobre 2022

Procedura di consultazione: modifica della LEF

Gentile Signora Consigliera Federale,
Gentili Signore ed Egregi Signori,

La Camera Ticinese dell'economia fondiaria (CATEF) è l'associazione che da oltre 60 anni tutela gli interessi dei proprietari immobiliari ticinesi.

I nostri soci sono particolarmente toccati dalle modifiche in oggetto; pertanto vi ringraziamo per averci coinvolti nella procedura di consultazione.

Di seguito troverete le nostre osservazioni.

Ad art. 8a rubrica e cpv. 3 bis - Consultazione e informazione

Nell'ambito della nostra attività l'estratto dell'ufficio esecuzione e fallimenti attesta soprattutto la solvibilità piuttosto che l'esistenza di procedure esecutive o anche di atti di carenza beni a carico di inquilini o interessati alla locazione. Esso è quindi di primaria importanza perché permette al locatore, prima della stipulazione di un contratto, di immaginare se un'eventuale relazione contrattuale con l'interessato comporti rischi finanziari elevati; in costanza di contratto esso permette invece al locatore di valutare se a fronte di una determinata situazione debitoria valga la pena o meno di procedere giudizialmente per l'incasso dei crediti scoperti.

Sempre più spesso i locatori si vedono però confrontati con estratti dell'UEF falsificati (!) mediante scanner o fotocopie manomesse con dati non veritieri; altre volte gli interessati presentano estratti privi di esecuzioni, perché è appena stato modificato il domicilio, proprio con l'intenzione di procurarsi un estratto UEF positivo.

La proposta di aggiungere alle informazioni dal registro delle esecuzioni anche l'indicazione se la persona figura registrata nel registro degli abitanti del circondario d'esecuzione e in caso da quando, è una modifica assolutamente benvenuta e necessaria; essa **permette di migliorare la qualità dell'estratto rendendolo più completo e indicativo della situazione reale, limitando il rischio di pesanti ed evitabili problemi in futuro.**

Come ben illustrato nel progetto, si tratta solo di un miglioramento e non di una soluzione effettiva per tutti i casi. Si può considerare come un primo passo - indispensabile! - nella giusta direzione.

Pur comprendendo anche le difficoltà pratiche per il singolo ufficio esecuzione e fallimenti, è **però peccato che esso non debba comunicare se l'interessato sia nel contempo anche registrato altrove e in caso dove.**

Ad art. 34 cpv. 2 primo periodo

La modifica intende promuovere la notifica degli avvisi e delle decisioni degli uffici d'esecuzione e fallimenti (e delle autorità di vigilanza) per via elettronica, pur lasciando ancora ai richiedenti la possibilità di chiederne il rilascio nella versione in originale e cartacea. A prima vista non intravediamo alcuna criticità in questa proposta, ritenuto che non siamo in grado di valutare la possibilità di un eventuale uso abusivo del documento trasmesso per via elettronica al momento in cui il richiedente volesse trasmetterlo oltre; se quindi ad esempio il debitore chiedesse l'estratto da poi trasmettere a terzi... Nell'interesse dei nostri associati, siamo assolutamente favorevoli alle soluzioni che presentano meno rischi possibili di abusi.

Ad art. 129a - Incanto su piattaforma in linea privata

Già da qualche tempo in Ticino gli oggetti messi all'asta si pubblicizzano sul sito del Cantone, ciò che conferisce pubblicità agli oggetti in vendita e alle condizione d'incanto. L'incanto si tiene poi di presenza presso l'ufficio di esecuzione e fallimenti.

La possibilità di procedere secondo una procedura integralmente online può sicuramente, a dipendenza di diversi fattori e delle caratteristiche locali, anche rilevarsi utile in determinati cantoni.

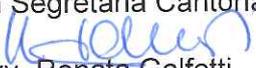
Abbiamo nondimeno delle perplessità in merito al fatto che la piattaforma in linea sia condotta da un gestore privato e non dall'ente pubblico. Riteniamo che quest'ultimo offra maggiori garanzie di ampia pubblicità (tutti gli interessati si recano su un sito del Cantone invece che su un sito privato), e i funzionari cantonali devono forzatamente offrire garanzie per un corretto svolgimento della procedura.

Nei confronti di questa nuova proposta siamo dunque perplessi... Ci "tranquillizza" il fatto che saranno comunque i singoli cantoni a determinare le modalità più adatte per il proprio territorio.

Ad art. 275 - Esecuzione del sequestro

La modifica trova il nostro pieno consenso.

Ringraziando Lei, on. Signora Consigliere Federale, e i Suoi collaboratori per l'attenzione che porterete alle nostre osservazioni, inviamo i sensi della nostra stima

La Segretaria Cantonale

Avv. Renata Galfetti

Par courrier et courriel
**Département fédéral de justice
et police**
Palais Fédéral Ouest

3003 Berne

Paudex, le 30 août 2022
FD

Modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (extrait du registre des poursuites, notification par voie électronique et vente aux enchères en ligne) – réponse à la consultation

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir consultés dans le cadre du dossier susmentionné et vous faisons part, dans le délai imparti, de notre prise de position.

1. Remarques générales

Cette révision de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite a pour objectif d'adapter les dispositions légales afin de mieux utiliser encore les possibilités offertes par la numérisation dans le contexte de la poursuite pour dettes et de la faillite.

Il est prévu que les offices soient tenus de vérifier le domicile déclaré de la personne concernée en consultant les données du registre des habitants avant l'établissement de l'extrait du registre des poursuites. En outre, les règles applicables à la notification électronique sont partiellement revues afin de favoriser notamment l'usage des actes électroniques de défaut de biens. Enfin, un cadre légal est fixé pour la vente aux enchères de biens meubles sur des plateformes en ligne.

L'extrait des poursuites est un document important et souvent demandé dans le cadre de relation contractuelle, afin que le créancier puisse apprécier la solvabilité du débiteur. En matière de location de logement, ce document est systématiquement demandé. Actuellement, l'office des poursuites ne vérifie pas le domicile déclaré de la personne, ce qui permet à une personne d'obtenir un extrait vierge alors qu'elle serait criblée de dettes dans le district de son précédent domicile. La révision proposée va améliorer la fiabilité et la pertinence de l'acte, ce que nous approuvons.

Quant aux autres objets de la révision, ils vont essentiellement dans le sens d'une adaptation du cadre légal aux pratiques de certains offices, ce qui paraît souhaitable.

2. Remarques particulières

A. Article 8a al. 3bis LP – Droit de consultation et extrait

Cette nouvelle disposition prévoit que l'extrait des poursuites mentionne si la personne concernée était inscrite au registre des habitants de l'arrondissement de poursuite durant la période sur laquelle il porte et, le cas échéant, dans quel intervalle durant cette période.

Ce contrôle du domicile déclaré opéré par l'office lors de l'établissement de l'extrait des poursuites permettra d'améliorer la fiabilité et la pertinence du document ou, à tout le moins, attirera l'attention du créancier sur le fait que le débiteur a peut-être des poursuites à son précédent domicile si le domicile mentionné sur l'extrait devait être récent. Dans la mesure où ce document est passablement demandé dans le cadre de relations contractuelles, il est important qu'il puisse renseigner de manière satisfaisante la partie l'ayant demandé.

Le Centre Patronal (CP) soutient donc cette nouvelle disposition.

B. Article 12 al. 3 LP – Paiements en mains de l'office des poursuites

La révision prévoit de limiter les paiements au comptant jusqu'à CHF 100'000.- en mains de l'office. Si le paiement devait être plus élevé, le paiement du montant excédentaire devrait être effectué par l'entremise d'un intermédiaire financier au sens de la loi sur le blanchiment d'argent.

Ce plafond à CHF 100'000.- est déjà prévu dans le cadre de la vente aux enchères et de la réalisation des immeubles. Selon le rapport explicatif (p. 12), il existe au minimum un certain potentiel d'abus, de tels paiements sont extrêmement rares et ces paiements génèrent un surcroît de travail pour l'office.

Dans la mesure où une telle limitation n'alourdit pas le processus de règlement des dettes par le débiteur, nous pouvons la soutenir.

C. Article 34 al. 2 LP - Notification par écrit et par voie électronique

Cette disposition prévoit la possibilité que la personne concernée puisse demander que les communications, les mesures et les décisions lui soient notifiées par voie électronique ou qu'une telle notification se fasse automatiquement lorsque la personne concernée a transmis ses actes par voie électronique sans demander expressément une notification sur papier.

Cette disposition allégera la procédure et favorisera les actes électroniques. Nous pouvons la soutenir, étant précisé que la notification du commandement de payer continuera de se faire sur papier, elle n'est donc pas visée par cette modification.

D. Articles 125, 129a, 132a al. 4 et 256 al.1 LP – Enchères en ligne

L'article 129a de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) crée une base légale à la vente aux enchères en ligne et en régit la procédure. Ce nouveau mode de réalisation viendra s'ajouter aux modes existants (vente aux enchères publiques, de gré à gré). Le choix de la vente en ligne présupposera qu'elle permet d'obtenir un produit plus élevé.

Actuellement, la LP ne prévoit pas expressément la vente aux enchères en ligne, mais elle ne l'exclut pas non plus. Son admissibilité est controversée alors que divers offices vendent déjà des biens meubles aux enchères. Certains utilisent des plateformes en ligne connues et d'autres exploitent leur propre plateforme.

Par ailleurs, l'ordonnance du 16 avril 2020 COVID-19 justice et droit procédural prévoit à son article 9 la vente aux enchères en ligne comme mode de réalisation possible. Cette disposition était limitée au 31 décembre 2021. Selon le rapport explicatif (p. 10), les offices qui ont fait usage de cette possibilité l'ont appréciée et souhaitent donc une prolongation de la norme.

Par conséquent, nous soutenons également ce nouveau mode de réalisation que l'office garde la liberté de choisir, afin d'obtenir un produit plus élevé, dans l'intérêt du débiteur et du créancier.

3. Conclusions

La révision proposée tend à améliorer la pertinence de l'extrait des poursuites, adapte le droit aux pratiques de certains offices et allège la procédure, de sorte que le CP soutient cette révision.



En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre position, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de notre considération distinguée.

Centre Patronal

Frédéric Dovat

Per Email:
zz@bj.admin.ch

St. Gallen, 29. September 2022

Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und On-line-Versteigerung)

Sehr geehrter Herr Oppliger,
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die uns angebotene Gelegenheit, zum Vorentwurf der Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und On-line-Versteigerung) Stellung nehmen zu dürfen. Nachfolgend erhalten Sie fristgerecht unsere Überlegungen zu dieser bedeutenden Änderung des SchKG.

Seit 1888 widmet sich der Gläubigerverband Creditreform in der Form einer Genossenschaft der Aufgabe, Geschäfte ihrer Genossenschafter sicherer zu machen und sie vor unnötigen Debitorenausfällen zu bewahren. Creditreform bietet Wirtschaftsauskünfte sowie Inkassodienstleistungen aus einer Hand an. Creditreform verfügt heute über ein Netz von rund 180 Geschäftsstellen in Europa und sieben selbständige Kreisbüros in der Schweiz. Mehr als 165'000 Unternehmen in Europa sind Mitglieder bei Creditreform. Diese beziehen jedes Jahr über 22 Millionen Wirtschafts- und Bonitätsauskünfte.

Creditreform unterstützt den Vorentwurf grundsätzlich. Dennoch möchten wir nachfolgend noch präzisierende Bemerkungen wie folgt anbringen:

Zu Art. 8a Abs. 3^{bis}

Wir unterstützen die Bekanntgabe des Wohnortes bei der Erteilung einer Betreibungsregisterauskunft. Wir weisen aber darauf hin, dass die Politik der Betreibungsauskunft eine Bedeutung beimisst, die gefährlich ist. Denn Betreibungen fallen erst spät an. Vorher zeigen sich Anzeichen von Zahlungsverzug im Zahlungsverhalten von Personen und Unternehmen, die früher zu erkennen sind. Deshalb ist es zum Schutz der Schuldner und der Gläubiger wichtig, dass Private bereits vorsorgliche Instrumente wie Bonitätsauskünfte zur Verfügung stellen, die es ermöglichen, eine Betreibung überhaupt zu vermeiden, indem eine Person mit Zahlungsverzug gar nicht erst gegen Rechnung beliefert wird. Dies ist heute insbesondere für Online-Bestellungen von höchster Bedeutung. Es wäre positiv, wenn die Politik diesem vorbeugenden Ansatz Rechnung tragen würde, statt bei der Bonitätsauskunft immer neue Einschränkungen zu verordnen.

Zu Art. 12 Abs. 3

Creditreform unterstützt das Vorhaben, mit der Obergrenze von CHF 100'000.- die Geldwäscherei bekämpfen zu wollen.

Zu Art. 34 Abs. 2

Creditreform unterstützt den Vorschlag, sofern er ermöglicht, die Bürokratie zu verringern und er sich auch positiv auf die Gebühren und Kosten im Betreibungswesen auswirkt. Wir vertreten jedoch die

Auffassung, dass die Thematik der Betreibungsgebühren und -kosten vom Bundesgesetzgeber grundsätzlich an die Hand genommen werden müsste, um die Kantone in der Effizienzsteigerung dieser wichtigen Tätigkeit zu unterstützen und zu begleiten. Es kann nicht sein, dass Betreibungen aufgrund der hohen Kosten systematisch ausbleiben. Hinzu kommt, dass die Anforderungen zur Beseitigung des Rechtsvorschlages viel zu hoch sind und folglich gar nicht erst betrieben wird. Dies schadet der Gesamtwirtschaft und der Moral jener Schuldner, die ihre Schulden korrekt und fristgerecht begleichen.

Die Voraussetzungen für ein effizientes Betreibungswesen sind laufend zu verbessern. Dies liegt im Interesse der Gläubiger und so wäre es wünschenswert, wenn auch der Zahlungsbefehl elektronisch zugestellt werden könnte. Dies mit dem klaren Ziel, die Betreibungskosten zu senken.

Für Creditreform ist es aber auch wichtig darauf hinzuweisen, dass der Föderalismus ein wichtiger Pfeiler für unsere doch schlanken Strukturen der öffentlichen Hand ist. Mit der Angabe des Wohnortes kann der Aufwand des Gläubigers reduziert werden. Eine unnötige weitere Ausweitung durch Vernetzung oder gar ein zentrales Register wird abgelehnt.

Art. 67 Abs. 4

Grundsätzlich unterstützen wir die vorgeschlagene Delegation.

Sehr geehrter Herr Oppliger, wir bitten Sie um Kenntnisnahme und um Übernahme der vorstehenden Vorschläge.

Für Rückfragen und allfällige Informationen steht Ihnen Herr Raoul Egeli raoul.egeli@creditreform.ch zur Verfügung.

Freundliche Grüsse


Raoul Egeli
Präsident


Prof. Dr. Amédéo Wermelinger
Vizepräsident

Die Schweizerische Post AG
Stab CEO
Regulatory Affairs
Wankdorffallee 4
3030 Bern

Telefon +41 58 341 15 64
Fax +41 58 667 33 73
www.post.ch

Die Schweizerische Post AG, Stab CEO RA, Wankdorffallee 4, 3030 Bern

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD
3003 Bern

Als PDF/Word an: zz@bj.admin.ch

Datum 17. Oktober 2022
Kontaktperson Michael Flury
E-Mail michael.flury.2@post.ch
Direktwahl +41796337874

Stellungnahme der Schweizerischen Post zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Keller-Sutter
Sehr geehrter Herr Oppliger
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, im Rahmen der Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) Stellung nehmen zu können.

a) Ausgangslage für die Schweizerische Post

Die Schweizerische Post bietet sämtliche Dienstleistungen der postalischen Grundversorgung an, wobei das Postgesetz (PG) und die Postverordnung (VPG) festlegen, was zur Grundversorgung zählt. Dazu gehört insbesondere die Zustellung von Betreibungsurkunden mit Zustellbescheinigung und anschliessender physischer Übermittlung der Zustellbescheinigung an die Betreibungsämter (Art. 29 Abs. 1 lit. d VPG). Betreibungsurkunden können zudem durch Angestellte des Betreibungsamtes sowie durch die Polizei zugestellt werden (Art. 4 Abs. 2, Art. 72 Abs. 1). Es obliegt dem jeweiligen Betreibungsamt zu entscheiden, welche der gesetzlich genannten Zustellorganisationen die Betreibungsurkunden zustellt. Heute wird der Grossteil der Betreibungsurkunden durch die Post transportiert und zugestellt. Darüber hinaus stellt die Post dem Schuldner im Auftrag des Gläubigers Verlustscheine zu.

Die Post will auch künftig die Rolle als Partnerin der Betreibungs- und Konkursämter für die Zustellung von Verlustscheinen und Betreibungsurkunden übernehmen. Dies gilt sowohl für die physische Zustellung von Verlustscheinen als auch für die Zustellung und Rückleitung von Betreibungsurkunden. Die Zustellung von Verlustscheinen erfolgt heute in der Praxis als Papierurkunden, obwohl die gesetzliche Grundlage für die elektronische Zustellung gemäss Art. 34 Abs. 2 SchKG bereits vorhanden wäre (sofern das Einverständnis des Schuldners vorliegt oder der Gläubiger die entsprechende elektronische Zustellung verlangt).

b) Grundsätzliches zum Entwurf

Der Gesetzesentwurf treibt die Digitalisierung im Betreuungswesen voran und fördert insbesondere die Verwendung elektronischer Verlustscheine. Der Entwurf trägt so dem Anliegen der Betreibungsämter Rechnung, eine klare, gesetzliche Regelung für die Handhabung der elektronischen Verlustscheine zu schaffen. Seitens Post führt dies potenziell zu einem Mengenrückgang im Briefverkehr.

Aus Sicht der Post ist zentral, dass neben dem «digitalen Verlustschein» auch die Voraussetzungen für die Digitalisierung des qualifizierten Zustellprozesses von Zahlungsbefehlen (Art. 64 ff. E-SchKG) geschaffen werden sollte. Auch wenn sich der erläuternde Bericht (K.2.1.2.) kurz mit diesem Thema auseinandersetzt, findet sich im derzeitigen Gesetzesentwurf keine entsprechende Bestimmung, die die Digitalisierung des qualifizierten Zustellprozesses von Zahlungsbefehlen erfasst und somit ermöglichen würde. Im Gesetzesentwurf fehlt es somit derzeit an einer eindeutigen Rechtsgrundlage, die die elektronischen Leistungen im Betreuungswesen in ausreichendem Masse adressiert. Art. 64 ff. SchKG regeln einzig, wo und an wen eine Zustellung der Betreuungsurkunde zu erfolgen hat.

c) Künftige Revisionen im SchKG

Bei einer künftigen Revision des SchKG sollte sichergestellt werden, dass die Zustellung von Betreuungsurkunden auch in Zukunft weiterhin ausschliesslich den gesetzlich genannten Zustellorganisationen vorbehalten ist. Im Bereich der physischen Zustellung von Betreuungsurkunden besteht ein grosses Effizienzpotential sowohl aus Sicht der Betreibungsämter als auch der gesetzlich genannten Zustellorganisationen. Die momentane gesetzliche Grundlage des SchKG und die vorliegende Revision wirken ungenügend und hemmen die Entwicklung Richtung schlankere und effizientere Verarbeitung von Betreuungsurkunden.

Um dem Kundenbedürfnis nach elektronischen Prozessen Rechnung tragen zu können, wären die Möglichkeiten der Digitalisierung umfassend zu nutzen und zu optimieren. Folgende Anpassungen wären hierbei bei einer weiteren, zukünftigen Revision in Erwägung zu ziehen:

- Die Digitalisierung im Betreibungsprozess ist heute bestenfalls nur in Teilen geregelt und schafft entsprechend Unsicherheit. Dies betrifft insbesondere die physische wie die digitale Zustellung von Betreuungsurkunden. Es muss daher das Ziel sein, die Digitalisierung im Betreibungsprozess gesamtheitlich zu regeln.
- Die Post als gesetzlich genannte Zustellorganisation von Betreuungsurkunden soll ihre Rolle auch mit Hinblick auf die digitale Zustellung zwingend wahren können.
- Die physische Übergabe des Schuldner-Doppels an den Schuldner sowie die Möglichkeit zur Erhebung eines Rechtsvorschlages muss auch zukünftig gewahrt werden.
- Es sollte die Voraussetzung geschaffen werden, dass die Übergabe der Betreuungsurkunde inkl. einer allfälligen Erhebung des Rechtsvorschlages vor Ort bzw. am Postschalter mittels elektronischer Unterschrift (zum Beispiel auf dem Botenscanner) bescheinigt werden kann (analog Gerichtsurkunden).

Dazu sind folgende Artikel im SchKG relevant und müssten hinsichtlich einer digitalen Zustellungsform angepasst werden:

- Art. 34 Abs. 2 SchKG (und oder Art. 33a SchKG) sind insofern zu erweitern, dass auch die Zustellbescheinigung der gemäss Art. 72 SchKG gesetzlich genannten Zustellorganisationen auf elektronischem Weg erfolgen kann.
- Art. 64 ff. SchKG, die explizit die Zustellung der Zahlungsbefehle regeln.

Datum 17. Oktober 2022

Seite 3

Wir bedanken uns für Ihre Kenntnisnahme und die Prüfung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Die Schweizerische Post AG

Logistik-Services

Stab CEO

Stefan Regli
Leiter Brief und Paket national

Matthias Dietrich
Co-Leiter Stab CEO

OBSERVATIONS

DATE : 7 octobre 2022

A : **Madame la Conseillère fédérale Karine Keller-Sutter, Cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP)**, Palais fédéral, 3003 Berne (courrier Recommandé) et version PDF, accompagnée d'une version Word, transmises par courrier électronique à « zz@bj.admin.ch » et « david.oppliger@bj.admin.ch »

COPIE A : **Monsieur le Conseiller national Lukas Reimann** en version PDF transmise par courrier électronique à « teamlukasreimann@gmail.com » en regard aux observations de la let. E, pages 5 et 6, relatives au séquestre.

DE : Jean-Jacques Duc¹, Avenue de la Gare 15, 1523 Granges-près-Marnand

OBJET : **Avant-projet du Conseil fédéral du 22 juin 2022 sur les modifications de la LP sur l'extrait du registre des poursuites, la notification par voie électronique et la vente aux enchères en ligne / procédure de consultation ouverte jusqu'au 17 octobre 2022**

Préambule

Le but principal des modifications envisagées est d'autoriser les offices de poursuites (ci-après : OP) de procéder aux notifications de différents documents, tels que les

¹ Comptable avec brevet fédéral (1991) et titulaire du brevet vaudois d'aptitude aux fonctions de Préposé aux poursuites et aux faillites (1987), responsable du centre de compétence du contentieux de l'Administration cantonale des impôts du canton de Vaud (depuis 1989). Il a écrit, avec la contribution de Jean-Philippe Bujard, ancien curateur bénévole, un chapitre du livre *Endettement et surendettement en Suisse : regards croisés*, sous le titre, « *La procédure de poursuite pour dettes contre un particulier en Suisse* », édition L'Harmattan, 2021, pages 125 à 140. Il a exposé la situation des débiteurs d'actes de défaut de biens lors de la journée lausannoise de droit des poursuites du 6 septembre 2017 sous le titre « *Actes de défaut de biens et la gestion des débiteurs récalcitrants* », texte de la conférence a été publié au Journal des Tribunaux (JdT) 2018 II, p.83ss. Il s'exprime ici en son nom personnel et ne saurait ici engager l'autorité fiscale du canton de Vaud.

commandements de payer (ci-après : CDP) et les actes de défaut de biens (ci-après : ADB) par voie électronique. Nous passerons en revue chacune des propositions hétéroclites du Conseil fédéral (ci-après : CF) et lui proposerons une modification de l'article 230 LP, nécessaire à notre avis ensuite de la suppression de l'art. 43, ch. 1 et 1 bis, LP par les chambres fédérales le 18 mars 2022² (let. G).

Développement

A. De la vérification du domicile pour l'extrait du registre des poursuites (ch. 1.1.2 et 2.1.1)

Cette vérification est appropriée. Toutefois, il faudra laisser suffisamment de temps aux cantons pour sa mise en application.

B. De la notification par voie électronique (ch. 1.1.3 et 2.1.2)

Pour rendre possible la notification des ADB par voie électronique en vertu de l'art. 34, al. 2, LP, l'avant-projet du CF (ci-après : AP-LP) s'appuie sur le fait qu'un ADB n'est pas un acte de poursuite et qu'ainsi il ne doit pas être notifié conformément aux exigences des art. 64 à 68 LP (cf. p. 7 de l'AP-LP). Si pour les ADB cette argumentation peut être admise, elle ne peut pas l'être pour le double du CDP et de la commination de faillite (ci-après : ComF) à l'intention des créanciers. En effet, tant le CDP que la ComF sont des actes de poursuites qui doivent être notifiés selon les exigences des art. 64 à 68 LP (cf. art. 71, 72 et 161 LP). Aussi, l'exemplaire créancier du CDP et de la ComF dûment notifiés au débiteur dans les formes de l'art. 72, al. 2, LP, dès lors nécessairement « papier » que l'OP détient avant son expédition au créancier devra être dématérialisé par l'OP pour satisfaire à l'AP-LP, ce qui exigera du travail supplémentaire pour les OP, alors que cela n'est pas exigé ni par les créanciers qui ont adressés leur réquisition par voie électronique ni par les motions Fiala nos 19.3694 et 20.4035 (cf. ch. 1.1.3, pages 6 et 7).

Aussi, comme de toute façon le débiteur doit recevoir une copie de l'ADB (cf. art. 149, al. 1, deuxième phrase, LP) ce qui exige que l'OP l'ait établi sur « papier » et les OP détiennent l'exemplaire « papier » pour le créancier du CDP et de la ComF, comme indiqué ci-devant, il n'est pas nécessaire d'exclure les notifications aux créanciers sur « papier » et simultanément

² FF 2022 702

électronique comme le propose l'AP-LP (ch. 2.1.2, al. 1, page 14). Au demeurant, par exemple, le logiciel THEMIS utilisé par les cantons de Fribourg, Valais et Vaud pour les échanges électroniques des données, les créanciers reçoivent tant les CDP et les ADB sous forme « papier » et dématérialisés, de sorte que cela est tout à fait réalisable par le projet e-LP.

Quoi qu'il en soit, dans la mesure où le CF persisterait à vouloir dématérialiser la LP dans le sens de son AP-LP, c'est-à-dire pour les CDP, les ComF et les ADB, il devra alors, pour le moins, modifier la formule officielle no 4/*Réquisition de continuer la poursuite* pour ne pas exiger, comme actuellement, l'original du CDP ou de l'ADB, dès lors que la loi ne peut pas exiger d'un créancier qu'il utilise la transmission électronique pour ses interventions auprès des OP. Le CF devra aussi modifier l'art. 150 LP en regard d'un paiement intégral d'un ADB, comme aussi dorénavant régler la tenue du registre des ADB dans l'Oform³ et ne plus laisser cette compétence aux cantons comme c'est le cas actuellement⁴ afin qu'il y ait une uniformisation au niveau de l'ensemble des cantons. Le CF devra également donner des instructions (cf. art. 15 LP) aux Juges de mainlevée (art. 79, 80 et 82 LP), aux Juges de la faillite (166 LP) et aux Juges du séquestre (272 LP) nécessaires dès lors qu'ils ne sont pas soumis aux transmissions électroniques de l'art. 33a LP et que les créanciers restent libre de s'adresser à ces autorités judiciaires par voie postale, donc « papier » et ainsi qu'ils acceptent la reproduction (copies) « papier » des CDP, ComF et ADB notifiés électroniquement au créancier, alors qu'il semble à la lecture du ch. 1.1.3, dernier paragraphe page 7 du rapport explicatif du CF qu'une telle reproduction ne soit qu'une copie, alors que le plus souvent ces autorités judiciaires exigent l'original. Ceci d'autant plus que la plateforme de l'art. 2 de OComél⁵ n'est pas encore disponible sur l'ensemble du territoire de la Confédération. Il faudra aussi que le CF régleme dans son futur message un processus lorsque le créancier veut réactiver envers son débiteur, par exemple, après 15 ans, une créance constatée par ADB qui lui aura été notifié électroniquement. Le CF devra également édicter la façon qu'un créancier (le cédant) doit procéder lorsqu'il cède à un tiers, par exemple aussi, au Canton en application de l'art. 64a, al. 5, LAMaL⁶ (le cessionnaire) sa créance constatée par ADB notifié électroniquement. En effet, dans la pratique le nouveau cessionnaire exige l'original de

³ Ordonnance sur les formulaires et registre à employer en matière de poursuite pour dettes et de faillite et sur la comptabilité (RS 281.31)

⁴ Par exemple, dans le canton de Vaud : Loi du 18 mai 1955 d'application dans le Canton de Vaud de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite -art. 64 (LVLP ; BLV 280.05) et Arrêté du Conseil d'Etat du 17 décembre 1956 d'exécution de la loi du 18 mai 1955 d'application dans le Canton de Vaud de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite -art. 7 à 11 (ALVLP ; BLV 280.05.1).

⁵ Ordonnance du 18 juin 2010 sur la communication électronique dans le cadre de procédures civiles et pénales et de procédures en matière de poursuite pour dettes et de faillite (RS 272.1), **voire aussi projet « Justitia 4.0 »**

⁶ LF du 18 mars 2022 sur l'assurance maladie (Exécution de l'obligation de payer les primes) in FF 2022 701.

l'ADB pour pouvoir le produire dans les futurs procédés de recouvrement à engager contre le débiteur. Dans ce contexte, on peut suggérer au CF que chaque CDP, ComF ou ADB notifiés électroniquement comporte un identifiant unique par OP afin que le créancier puisse demander automatiquement et gratuitement via le réseau e-LP un extrait du registre des poursuites ou des ADB de l'OP émetteur de cette poursuite/ADB, extrait que le créancier joindra à la reproduction « papier » du document ad'hoc notifié électroniquement et que le tout (reproduction « papier » et extrait) soit considéré comme un original par les OP et les autorités judiciaires indiquées plus haut ainsi que par les offices des faillites (ci-après OF) et les commissaires au sursis concordataire dans le cadre des productions au sens des art. 232, al. 2, ch. 2 et 300 LP.

C. Des enchères en ligne (ch. 1.1.4 et 2.1.3)

On ne voit pas les raisons que cette possibilité d'enchères en ligne soit limitée aux seuls biens meubles (cf. art. 129a, al. 1, AP-LP) alors qu'elles se prêteraient aussi aisément aux créances saisies (art. 99 LP). Aussi, on demande au CF que le futur art. 129a, al. 1, LP soit rédigé dans les termes suivants : « Le préposé aux poursuites peut réaliser des biens meubles, y compris les créances, par une vente aux enchères sur une plateforme en ligne d'un fournisseur privé accessible à tous les acheteurs potentiels. »

D. Des exigences pour la réquisition de poursuite (ch. 1.1.5 et 2.1.4)

Si l'on peut comprendre les justifications du CF pour la majorité des poursuites ordinaires par voie de saisie ou de faillite d'introduire en fait une limite à 640 caractères pour la première créance et à 80 caractères pour les créances 2 à 10⁷, ce qui ne posera pas de difficultés pour les créanciers dans la grande majorité des cas. La problématique est qu'il en résulte déjà actuellement en pratique que les OP utilisent déjà ces limites pour les réquisitions de poursuite en réalisation de gage (cf. art. 151 LP) et plus particulièrement pour les réquisitions de poursuites en validation d'un séquestre (279 LP). Aussi, ces limites obligeront à l'avenir les créanciers qui détiennent tant des ADB « papier » que ceux notifiés électroniquement, voire uniquement des uns et des autres, à valider (art. 279 LP) un séquestre obtenu pour

⁷ Cf. Ordonnance du DFJP du 24 novembre 2015 sur les réquisitions du créancier dans les procédures de poursuite pour dettes et de faillite (RS 281.311)

plusieurs ADB (271, al. 1, ch. 5, LP), comme c'est souvent le cas pour les caisses-maladie, les maisons de recouvrements ou les autorités fiscales, par autant de commandements de payer que de créances pour lesquels qu'un seul séquestre a été exécuté. Ce procédé augmenterait injustement les frais à charge du débiteur et alourdirait inutilement les procédures pour le créancier. En effet, s'il y a opposition au CDP en validation d'un séquestre, les 80 caractères pour les créances 2 à 10 sont bien insuffisants pour justifier au débiteur (et au Juge de la mainlevée) la cause de l'obligation⁸, en raison du fait aussi que l'ADB n'entraîne pas la novation de la créance impactée⁹, de sorte que la cause de l'obligation doit être dûment être désignée à côté des données de l'ADB. Aussi, il faudra aussi dans le futur message du CF que des exceptions soient définies dans la loi pour cet art. 67 LP ou, alors par l'Ordonnance du DFJP du 25 novembre 2015 sur les réquisitions du créancier dans les procédures de poursuite pour dette et de faillite (RS 281.311).

E. Des précisions concernant l'exécution du séquestre (ch. 1.1.6 et 2.1.5)

Le renvoi à l'art. 89 LP dans l'actuel art. 275 LP est approprié.

On profitera de cette ouverture de l'exécution du séquestre pour demander au CF une modification de l'Ordonnance du Tribunal fédéral du 17 janvier 1923 concernant la saisie et la réalisation de parts de communauté (OPC, RS 281.41), dès lors que la modification du CF du 29 juin 2016 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 (RO 2016 2643) ne résout que partiellement l'initiative parlementaire Reimann du 11 mars 2015¹⁰. En effet, l'initiative parlementaire Reimann visait toutes les formes de communautés de biens comprenant des valeurs patrimoniales situées en Suisse. Or, le nouvel al. 2 de l'art. 2 OPC¹¹ entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017 règle uniquement les cas d'indivisions relevant d'une succession non

⁸ A teneur des art. 69 al. 2 ch.1 et 67 al. 1 ch. 4 LP, le commandement de payer doit contenir, entre autres indications, le titre et la date de la créance, ou, à défaut, la cause de l'obligation. Ces dispositions ont pour but de renseigner le poursuivi sur la créance alléguée et doivent lui permettre de prendre position (PIERRE-ROBERT GILLIERON, Poursuite pour dettes, faillite et concordat, 5^{ème} éd., Bâle 2012, n 77 ad art. 67 LP ; CR LP ROLAND RUEDIN, art. 67 LP N 9). En d'autres termes, le poursuivi ne doit pas être obligé de faire opposition pour obtenir, dans une procédure de mainlevée subséquente, les renseignements sur la créance qui lui est réclamée.

⁹ PIERRE-ROBERT GILLIERON, Poursuite pour dettes, faillite et concordat, 5^{ème} éd., Bâle 2012, p. 196, n. 779 et TF, arrêt 5P.434/2005, consid. 2.2 et réf. cit.

¹⁰ 15.408 n, Séquestre d'une part dans la liquidation d'une communauté de biens, appartenant à un débiteur qui n'est pas domicilié en Suisse

¹¹ « *L'office du dernier domicile du défunt est compétent pour saisir une part de communauté dans une succession non partagée ou les revenus en provenant si le débiteur a son domicile à l'étranger. Si le défunt n'a pas eu son dernier domicile en Suisse et que les autorités judiciaires ou administratives suisses sont compétentes en vertu de l'art. 87 de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé, l'office de chaque arrondissement dans lequel sont situés des biens est compétent* ».

partagée. Aussi, les créanciers ne peuvent pas atteindre les droits suivants d'un débiteur qui a fui à l'étranger, à savoir :

- a) communauté de biens des époux (art. 221ss CC)
- b) fondation de famille (art. 335 CC)
- c) indivision de famille (art. 336 ss CC : hoirie, institution très pratiquée en Suisse romande et au Tessin)
- d) société simple (530ss CO)
- e) part dans une société en nom collectif/SNC (art. 572 al. 2 et 575 CO)

Au vu de ce qui précède, on demande au CF de modifier l'alinéa 2 de l'art. 2 OPC afin d'y inclure tous les cas de parts dans la liquidation provenant d'une communauté de biens comprenant des valeurs patrimoniales en Suisse, ou alors rédiger un nouvel art. 17 OPC qui pourrait avoir la teneur suivante :

IV Séquestre

Art. 17 Compétence

Dans la situation où le débiteur n'est pas domicilié en Suisse, l'office des poursuites compétent pour séquestrer une part de communauté ou les revenus en provenant, est l'office du lieu de situation en Suisse des biens meubles, y compris les créances, et des immeubles, ou, cas échéant, le domicile ou le siège en Suisse du tiers débiteur des droits à séquestrer.

F. De la limitation des paiements au comptant du débiteur à l'OP (ch. 1.1.7 et 2.1.6)

A lire entre les lignes le rapport explicatif du CF, les OP ont constatés des abus (soupçons de blanchiment d'argent) dans des paiements en espèces de sommes très importantes faites par des débiteurs qui ne s'étaient pas opposés à des CDP. D'ici l'entrée en vigueur de la disposition de l'art. 12, al. 3, AP-LP et pour les cas passés (≤ 10 ans), les OP peuvent, pour le moins, signaler ces situations à l'autorité fiscale sur la base des articles 112, al. 1, 2^e phrase, LIFD¹² (note marginale : *Collaboration d'autres autorités*) et 39, al. 3, 2^e phrase, LHID¹³ (note marginale : *Obligations des autorités*) dont la teneur identique est la suivante : « *Elle peuvent spontanément signaler à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une*

¹² Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11)

¹³ Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (RS 642.14)

imposition incomplète. » afin que l'autorité fiscale instruisse si tout ou partie de ces sommes doivent être imposées au revenu (cf. art. 16 LIFD et 7 LHID).

G. De l'atténuation des conséquences de la LF du 18 mars 2022 sur la lutte contre l'usage abusif de la faillite (FF 2022 702)

Avec l'abrogation de l'article 43, ch. 1 et 1 bis, LP, le Parlement fédéral fera supporter dès son entrée en vigueur, aux caisses de la Confédération suisse (dans le cadre de la perception de la TVA, droits de douanes, créances de cotisations AVS, etc.), des cantons et des communes (dans le cadre de la perception des taxes, émoluments et impôts directs, etc.) les frais d'une procédure de faillite et ceci dans la majorité des situations en pure perte, dès lors que, le plus souvent, il sera en définitive prononcé la suspension de la faillite faute d'actif (art. 230 LP)¹⁴. Jusqu'à maintenant le Tribunal fédéral a refusé d'appliquer la disposition de l'art. 230, al. 4, LP (cf. CR LP, Vouilloz, art. 230 LP N 12, page 1013) à la poursuite qui a abouti au prononcé de la faillite, lequel par la suite a été suspendu (230 LP). Il est nécessaire de corriger cela en modifiant en conséquence l'art. 230, al. 4, LP afin de suivre, d'une part, la doctrine favorable à cela, et, d'autre part, les autorités de poursuites des cantons de Zürich et de Berne qui vont déjà actuellement dans ce sens (cf. CR LP, Vouilloz, art. 230 LP N 12 et les réf. cit.). Aussi, on propose au CF le texte suivant de la première phrase de l'art. 230, al. 4, LP : « Les poursuites engagées avant l'ouverture de la faillite renaissent après la suspension de celle-ci, y compris la poursuite qui a mené au prononcé de faillite ».

Conclusion

La notification par voie électronique est la principale modification de LP de cet avant-projet du CF. Pour cet partie (ch. 1.1.3 et 2.1.2), il ne semble pas que toutes les conséquences, qu'elles soient de l'ordre de la loi (LP) ou des questions de mise en œuvre de ce changement

¹⁴ Cf. ch. 1.1.3, page 3980 du Message du Conseil fédéral du 26 juin 2019 concernant la loi fédérale sur la lutte contre l'usage abusif de la faillite FF 2019 4977 : 41,4 % en 2009 mais pour 2020 ce pourcentage passe à **56,2 % et pour 2021 à 56.5 %** selon l'Office fédéral de la statistique : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/demographie-entreprises/faillites.assetdetail.22064027.html>, consulté le 08.09.2022 à 13h.10.

fondamental des transmissions entre les créanciers et les OP, voire les débiteurs, ainsi qu'avec les autorités judiciaires, n'aient été toutes identifiées. On nous dira qu'un avant-projet a pour but de récolter des informations que le Gouvernement n'aurait pas identifiées. Aussi, on espère alors que le CF sera bien à l'écoute des observations qu'il recevra pendant la période de consultation pour la rédaction de son futur message.

Récapitulation des propositions

- let. B : 1.** On propose la rédaction d'un nouvel alinéa (no 3) à l'art. 34, avec la teneur suivante : **Les communications, les mesures et les décisions des offices notifiées par voie électronique sont munies d'un identifiant unique au moyen duquel le débiteur et le créancier peuvent demander gratuitement par le réseau e-LP (Ordonnance du DFJP du 9 février 2011 concernant la communication électronique dans le domaine des poursuites/RS 281.112.1) un extrait valant acte original.**
- let. C : 2.** On propose la rédaction suivante du 1^{er} aliéna du nouvel art. 129a : **Le préposé aux poursuites peut réaliser des biens meubles, y compris les créances, par une vente aux enchères sur la plateforme en ligne d'un fournisseur privé accessible à tous les acheteurs potentiels.**
- let. D : 3.** On propose la rédaction suivante de l'art. 3, al. 2 de l'Ordonnance du DFJP du 24 novembre 2015 sur les réquisitions du créancier dans les procédures de poursuite pour dettes et de faillite/RS 281.311 : **A l'exception des réquisitions de poursuite pour les commandements de payer en réalisation d'un gage et de celles de l'art. 279, al. 1, LP, le créancier dispose de 80 caractères pour indiquer le titre ou la cause de chacune des créances suivantes (art. 67, al. 1, ch. 4, LP).**
- let. E : 4.** On propose un nouveau chapitre (**IV. Séquestre**) relatif au séquestre et la rédaction d'un nouvel article **17/Compétence** à l'Ordonnance du Conseil fédéral suisse du 17 janvier 1923 concernant la saisie et la réalisation de parts de communautés/OPC/RS 281.41 : **Dans la situation où le débiteur n'est pas domicilié en Suisse, l'office des poursuites compétent pour séquestrer une part de communauté ou les revenus en provenant, est l'office du lieu de situation en Suisse des biens**

meubles, y compris les créances, et des immeubles, ou, cas échéant, le domicile ou le siège en Suisse du tiers débiteur des droits à séquestrer.

let. G : 5. On propose la rédaction suivante de l'art. 230, al. 4, 1^{ère} phrase LP : **Les poursuites engagées avant l'ouverture de la faillite renaissent après la suspension de celle-ci, y compris la poursuite qui a mené au prononcé de faillite.**

Granges-près-Marnand, le 7 octobre 2022

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, illegible name.



FÉDÉRATION ROMANDE
IMMOBILIÈRE
ASSOCIATION ROMANDE
DES PROPRIÉTAIRES



rue du Midi 15
case postale 5607
1002 Lausanne

téléphone 021 341 41 42
téléfax 021 341 41 46

site internet <http://www.fri.ch>
E-mail mail@fri.ch

Madame la Conseillère fédérale
Karin Keller-Sutter
Cheffe du DFJP
Palais fédéral ouest
3003 Berne

Lausanne, le 8 septembre 2022 OF/cd

Consultation relative à la modification de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (extrait du registre des poursuites, notification par voie électronique, vente aux enchères en ligne)

Madame la Conseillère fédérale,

Vous avez consulté la Fédération romande immobilière (FRI) concernant l'objet cité en titre, ce dont nous vous remercions vivement. Nous vous prions de trouver ci-dessous notre appréciation du dossier.

1. En général

Cette révision a pour objectif d'adapter les dispositions légales afin de mieux utiliser encore les possibilités offertes par la numérisation dans le contexte de la poursuite pour dettes et de la faillite. Les règles applicables à la notification électronique sont partiellement revues afin de favoriser l'usage des actes électroniques de défaut de biens. Par ailleurs, un cadre légal est fixé pour la vente aux enchères de biens mobiliers sur des plateformes en ligne.

La FRI soutient les objectifs généraux de la révision.

2. Contenu de l'extrait en lien avec le domicile de la personne concernée (article 8a, alinéa 3 bis)

Cette nouvelle disposition oblige les offices des poursuites à vérifier et à communiquer le domicile déclaré de la personne pour laquelle l'extrait du registre des poursuites est demandé. Elle constitue également la base légale nécessaire pour cette atteinte à la sphère privée de la personne privée.

En clair, l'office doit indiquer si la personne concernée était inscrite au registre des habitants de l'arrondissement de poursuite durant le laps de temps sur lequel porte l'extrait. Les dates d'emménagement et de déménagement doivent le cas échéant également être précisées.

La FRI salue l'insertion de cette nouvelle disposition et soutient fortement cet aspect du projet qui concerne directement les bailleurs.

L'extrait des poursuites est un document important et systématiquement demandé dans le cadre du processus de conclusion d'un contrat de bail. Actuellement, l'office des poursuites ne vérifie pas le domicile déclaré de la personne, ce qui permet à une personne d'obtenir un extrait vierge alors qu'elle serait criblée de dettes dans l'arrondissement de poursuite de son précédent domicile. La révision va améliorer la fiabilité et la pertinence de l'acte, ce que nous saluons particulièrement.

Tout en vous remerciant de l'attention que vous porterez aux commentaires qui précèdent, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire général :



Olivier Feller

Envoi également par courriel à :

zz@bj.admin.ch (en word et pdf)



Auf elektronischem Weg an:

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement EJPD
Frau Bundesrätin K. Keller-Sutter
Bundeshaus West
3003 Bern

unser Zeichen EG/St

Zürich, 22. September 2022

Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Keller-Sutter,
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Hauseigentümerversband Schweiz (HEV Schweiz) ist mit seinen rund 340'000 Mitgliedern der grösste Vertreter der Interessen der Haus-, Grund- und Stockwerkeigentümer in der Schweiz. In dieser Funktion beteiligt er sich regelmässig an Vernehmlassungsverfahren und Anhörungen. Der HEV Schweiz erlaubt sich, zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung) Stellung zu nehmen, wobei sich die Position des HEV Schweiz ausschliesslich auf die neue Pflicht zur Wohnsitzüberprüfung gemäss Art. 8a Abs. 3bis SchKG bezieht. Aufgrund der fehlenden spezifischen Betroffenheit der Immobilieneigentümer hinsichtlich der weiteren vorgeschlagenen Anpassungen des SchKG verzichtet der HEV Schweiz darauf, diese Änderungen zu werten.

Ausgangslage:

Der HEV Schweiz setzt sich schon seit geraumer Zeit dafür ein, dass die Aussagekraft der Betreibungsregisterauszüge gestärkt wird. Unter dem heutigen Recht gibt ein Betreibungsregisterauszug war Auskunft über Betreibungen, aber nur bezogen auf einen Betreibungskreis. Zieht eine Person um und wechselt dabei den Betreibungskreis, werden die bestehenden Betreibungen nicht übertragen. Stattdessen wird im neuen Betreibungskreis ein blütenreiner Betreibungsregisterauszug ausgestellt, der die mangelhafte Bonität verschleiert. Diese Tatsache ist vielen Personen gar nicht bekannt, stattdessen vertrauen sie dem amtlichen Auszug und wähen sich in Sicherheit. Der HEV Schweiz unterstützt daher sämtliche Bemühungen, dieses Problem zu lösen, z.B. durch einen schweizweiten Betreibungsregisterauszug (analog zum Waffenregister).

Gerade für Immobilieneigentümer und erst recht für Vermieter ist ein Betreibungsregisterauszug in der Regel die einzige Möglichkeit, relativ einfach Auskunft über die Bonität eines

potenziellen Vertragspartners zu erhalten. Zu denken ist beispielsweise an Aufträge an Handwerker, Lieferantenverträge, aber auch bei Bewerbungen für Arbeitsplätze und natürlich beim Abschluss von Mietverträgen. Vor allem für Vermieter kann eine sorgfältige Bonitätsprüfung Risiken minimieren, denn ihnen droht im Fall der Zahlungsunfähigkeit oftmals ein aufwendiges Kündigungs- und allenfalls Ausweisungsverfahren, häufig bleiben sie auch auf Ihren Kosten sitzen.

Doch aufgrund der vorerwähnten Problematik kann man sich auf diese Auskunft eben nicht verlassen, sondern wird angehalten, zusätzlichen Aufwand zu betreiben und weitere Abklärungen zu machen (z.B. Einholung einer Wohnsitzbestätigung, Nachweis eines Betreibungsregisterauszugs aus den früheren Betreibungskreisen, Einholung von Referenzen). Die sorgt für einen erhebliche Aufwand.

Wertung der Vorlage

Aufgrund der vorgängigen Ausführungen begrüsst der HEV Schweiz die Umsetzung der Motion Candinas durch Einführung des neuen Art. 8a Abs. 3bis SchKG ausdrücklich. Eine Überprüfung des Wohnsitzes ist grundsätzlich eine Möglichkeit, die Aussagekraft der betreibungsregisterauskunft zu verbessern. Langfristig wäre allerdings ein Betreibungsregister, das Auskunft gibt über alle Betreibungen einer Person in der Schweiz unabhängig vom Wohnsitz/Betreibungskreis, die beste Lösung.

Der HEV Schweiz beantragt hinsichtlich der nun geplanten Änderung jedoch, das Wort „gegebenenfalls“ zu streichen. Gerade für Vermieter ist es wichtig, „Vielzügler“ zu erkennen. Es sollte daher auf einem Betreibungsregisterauszug erkennbar sein, ob eine Person sich mehrfach in einem Betreibungskreis an- und abgemeldet hat. Eine solche Überprüfung dürfte keinen zusätzlichen administrativen Aufwand mit sich bringen.

Art. 8a Abs. 3bis SchKG (neu):

3^{bis} Die Auskunft über Betreibungen gegen eine Person umfasst die Angabe, ob die betreffende Person im von der Auskunft erfassten Zeitraum im Einwohnerregister des Betreibungskreises erfasst war, und ~~gegebenenfalls~~ in welchem Teil dieses Zeitraums.

Schlussfolgerung / Position HEV Schweiz

Der HEV Schweiz bitten Sie, sehr geehrte Frau Bundesrätin Keller-Sutter, um die Überarbeitung von Art. 8a Abs. 3bis SchKG und dankt Ihnen für die Berücksichtigung unserer Position.

Freundliche Grüsse

Hauseigentümerverband Schweiz



aNR Hans Egloff
Präsident



Katja Stieghorst, MLaw
Juristin

Versand per Email
Bundesamt für Justiz
Herr David Oppliger
Bundesrain 20
3003 Bern

Dr. Patrizia Holenstein, LL.M.
Lic. iur. Thomas P. Zemp
Lic. iur. Damiano Brusa, LL.M.
Prof. Dr. Franco Lorandi, LL.M.
Lic. iur. Marc R. Büttler, LL.M.
Dr. Jurij Benn, dipl. Steuerexperte
Dr. Alexander M. Glutz von Blotzheim
Lic. iur. Mauro Nicoli, LL.M.
Lic. iur. Regina Lehner-Höhener
MLaw Doriana Mazzei
MLaw Dusan Knezevic
Eingetragen im Anwaltsregister

Zürich, 26. September 2022

Vernehmlassung zu Onlineversteigerungen im SchKG

Sehr geehrter Herr Oppliger
Sehr geehrte Damen und Herren

Bezugnehmend auf den Erläuternden Bericht vom 22. Juni 2022 und die Vernehmlassungsentwurf erstatte ich zur Frage von Onlineversteigerungen im SchKG (Art. 129a VE-SchKG) folgende Stellungnahme:

Grundsätzliches

Die Praxis lehrt, dass mit den im Gesetz vorgesehenen Verwertungsarten (Zwangsversteigerung und Freihandverkauf) häufig keine befriedigenden Bruttoerlöse erzielt werden können. Für Aktiven mit einem geringen Wert, sind auch die Kosten der gesetzlichen Verwertungsarten zu hoch, sodass der Nettoerlös nicht zu befriedigen vermag. Insofern spricht fast alles dafür, dem *Zeitgeist* entsprechend Veräusserungen über Online-Plattformen zuzulassen (womit noch nichts über die Art der Veräusserung gesagt sein soll).

Dabei ist zwischen zwei grundverschiedenen Arten der Veräusserung zu unterscheiden: Die Veräusserung über *private* (kommerzielle) *Plattformen*, wie sie in Art. 129a VE-SchKG vorgesehen ist, geschieht auf der Grundlage des Privatrechts; es liegt eine Veräusserung und keine Verwertung vor. Demgegenüber qualifiziert die Veräusserung über die heute schon existierenden *eGanten* gewisser Ämter und Kantone als Zwangsverwertung i.S. des SchKG.

Je mehr Aktiven über eine Plattform online veräussert werden können, desto höher dürften die Erlöse sein. Insofern spricht Einiges dafür, eine Verwertung über *private* (kommerzielle) Plattformen zuzulassen. Demgegenüber könnte wohl auch ein grösseres Volumen generiert werden, wenn die heute schon existierenden eGant-Plattformen zu *einer* Plattform zusammengeführt und für alle

Ämter zugänglich gemacht werden könnten. Ob es in einem solchen Fall Sinn macht, auch die Verwertung über private Plattformen zuzulassen, ist nicht evident.

Gemäss dem erläuternden Bericht (S. 12) besteht über die grundsätzliche Zulässigkeit von Veräusserungen über private Online-Plattformen «erhebliche Unsicherheit». M.E. ist ein solches Vorgehen de lege lata unzulässig. Schon diesem Grund ist eine *gesetzliche Grundlage unabdingbar*, wenn man diesen Weg öffnen und Rechtssicherheit schaffen will.

Geltungsbereich

Während die Regelung von Art. 129a VE-SchKG in *verfahrensmässiger Hinsicht* für die Pfändung qua Verweis in Art. 156 Abs. 1 SchKG und Art. 256 Abs. 1 VE-SchKG auch in der Betreuung auf Pfandverwertung und im Konkurs gilt, fehlt eine Verweisungsnorm für den Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung. Ich rege an, eine solche Verweisungsnorm (sinnvollerweise in Art. 323 SchKG) zu erlassen.

Für das (in der Praxis nicht zur Anwendung gelangende) ordentliche Konkursverfahren enthält Art. 256 Abs. 1 VE-SchKG einen Verweis auf Art. 129a VE-SchKG. Im *summarischen Konkursverfahren* verweist Art. 231 Abs. 3 Ziff. 2 SchKG jedoch nur auf Art. 256 Abs. 2-4 SchKG – nicht auf dessen Abs. 1. Es scheint angezeigt, Klarheit zu schaffen, dass Art. 129a VE-SchKG auch im summarischen Konkursverfahren gilt, zumal Rechtssicherheit geschaffen werden soll.

Die vorgeschlagene Regelung gilt in *sachlicher Hinsicht* nur für «bewegliche Vermögensstücke» (Art. 129a Abs. 1 VE-SchKG). Dies ist zu eng, was auch ein Blick auf die Vermögenswerte zeigt, welche die Betreibungs- und Konkursämter aktuell auf ricardo.ch veräussern (wie z.B. Marken oder andere Immaterialgüterrecht, aber auch Forderungen). Ich rege deshalb an, den sachlichen Anwendungsbereich auf sämtliche Vermögenswerte ausser Grundstücke zu erweitern (der Ausschluss für paulianische Anfechtungsansprüche ergibt sich schon aus Art. 256 Abs. 4 SchKG).

Die in der Sache wünschbare Möglichkeit, auch Forderungen (und andere Rechte) über Online-Plattformen verwerten zu können, verlangt jedoch nach einer *Koordination bzw. Abgrenzung* einer solchen Verwertung zur Vorgehensweise nach *Art. 131 SchKG* (in der Spezial-) bzw. *Art. 260 SchKG* in der Generalexekution.

Der VE enthält keine Einschränkung zur Art der Online-Plattform (ausser, dass sie allgemein zugänglich sein muss; Art. 129a Abs. 1 VE-SchKG). Damit muss man sich bewusst sein, dass in *territorialer Hinsicht* auch Plattformen eines *ausländischen Plattformbetreibers* benützt werden können – mit allen Folgen wie etwa, dass (auf das Verhältnis des Amtes zum Provider sowie auf dessen Verhältnis zum Erwerber) ausländisches (Zivil-)Recht zur Anwendung gelangt.

Modalitäten

Das Hauptproblem einer Veräusserung auf dem Privatweg ist, dass der *gesetzliche Gewährleistungsausschluss* bei der Zwangsverwertung (gemäss Art. 234 Abs. 1 OR) nicht gilt. Es ist wesensmässig ein Unding, wenn Veräusserungen in einem SchKG-Verfahren zu Gewährleistungsansprüchen des Erwerbers führen könnten (bzw. darüber Unsicherheit besteht). Insofern müsste m.E. zwingend

eine Anpassung erfolgen, dass bei Zulassung der Veräusserung auf den (privatrechtlichen) Weg über Online-Plattformen der gesetzliche Gewährleistungsausschluss auch dann gilt, wenn der Einlieferer ein Betreibungs- oder Konkursamt bzw. der Liquidator bei einem Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung ist.

Soweit die Veräusserung über die Plattform eines ausländischen Plattformbetreibers erfolgt (vgl. vorstehend), greifen Haftungsausschlüsse des schweizerischen Rechts allerdings nicht.

Ansonsten scheinen mir die Modalitäten, wie sie im VE vorgeschlagen werden, sinnvoll.

Freundliche Grüsse



Franco Lorandi



Betreibungs- und Konkursamt, Engelbergstrasse 34, 6371 Stans

Per Mail
Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
zz@bj.admin.ch

6371 Stans, 17. Oktober 2022

Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbeitreibung und Konkurs (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Für die Gelegenheit, uns zur oben erwähnten Vorlage vernehmen zu lassen, danken wir Ihnen bestens.

1. Zur Vorlage im Allgemeinen

Wie der Erläuternde Bericht zutreffend festhält, ist das Betreibungswesen in der Schweiz im Rahmen des bestehenden eSchKG-Verbundes bereits stark digitalisiert. **Kern dieser Digitalisierung ist der Austausch strukturierter Daten über definierte Protokolle und Schnittstellen**, womit die unmittelbare Weiterverarbeitung der ausgetauschten Daten ermöglicht wird. Dagegen ist festzustellen, dass **das Ziel, «die Möglichkeiten der Digitalisierung im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen noch besser nutzen zu können», mit dem vorliegenden Entwurf weit verfehlt wird:**

- Die Stärkung der Aussagekraft von Betreibungsauskünften durch die Angabe der Wohnsitzdauer ist zwar insoweit, als dies nicht ohnehin schon der Praxis entspricht, löblich und überfällig. Angesichts des Umstands, dass sämtliche Betreibungsämter der Schweiz längst via eSchKG-Verbund miteinander verbunden sind, können wir aber nicht nachvollziehen, weshalb es nicht möglich sein soll, die vorhandenen Betreibungsdaten zusammenzuziehen, in einem Dokument zu vereinigen und dem Konsumenten aufgrund einer einzigen Anfrage zur Verfügung zu stellen.
- Der elektronische Austausch von unstrukturierten, digital signierten Dokumenten als PDF über eine gesicherte Plattform ergibt keinen Sinn, weil sie keinen Effizienzgewinn bringt und dafür auch keinerlei Nachfrage feststellbar ist. Diese vermeintliche «Digitalisierung» bleibt um Jahrzehnte hinter den Möglichkeiten zurück. Stattdessen fordern wir, dass die Plattform eSchKG entsprechend den Bedürfnissen und Anforderungen der aktuellen Verbundteilnehmer wie auch eines breiteren Publikums ausgebaut wird.

2. Wohnsitzüberprüfung bei der Betreibungsauskunft

Die Angabe der Zu- und Wegzugsdaten entspricht bereits der Praxis vieler Kantone und hat insofern auch bewährt. Die vorgeschlagene Bestimmung ist insofern zu begrüssen, als jene Kantone bzw. Gemeinden, die den Betreibungsämtern aktuell noch keinen Zugriff auf die Einwohnerdaten gewähren, dies in Zukunft werden tun müssen. Allerdings kann es nicht die Lösung sein, dass die Betreibungsregisterauszüge manuell mit den Zu- und Wegzugsdaten ergänzt werden müssen. Wir sind daher der Meinung, dass **zusätzlich eine gesetzliche Grundlage für eine systematische Nutzung der AHVN13 im Betreibungsverfahren zu schaffen ist**, da nur auf diesem Weg eine eindeutige Identifikation des Schuldners und die automatisierte Abfrage der Zu- und Wegzugsdaten möglich ist.

Darüber hinaus stellen wir fest, dass der Nutzen einer schweizweiten Betreibungsauskunft weit über die Vermeidung von Missbräuchen durch Angabe einer falschen Adresse hinaus geht. Zudem bleibt mit der vorgeschlagenen Regelung die Notwendigkeit bestehen, bei Wohnortwechseln innerhalb der letzten 5 Jahre mehrere Betreibungsämtern für eine aussagekräftige Auskunft anfragen zu müssen. Zum anderen werden Betreibungen an besonderen Betreibungsorten (Art. 48 ff.) auf diesem Weg kaum je eruiert.

Es ist darauf hinzuweisen, dass in der Schweiz nach brancheninternen Schätzungen jährlich ca. 1,6 bis 2,2 Mio. Betreibungsankünfte angefragt werden. Für diese Dienstleistung besteht somit eine hohe Nachfrage, und es davon auszugehen, dass eine gesteigerte Qualität und Verfügbarkeit einen entsprechend hohen Nutzen für die Öffentlichkeit mit sich bringen. Dieser Nutzen ist einzig mit einer schweizweiten Betreibungsauskunft zu erzielen, die unseres Erachtens angesichts der vorhandenen Infrastruktur (Verbund eSchKG) und unter der Voraussetzung, dass die Nutzung der AHVN13 als Personenidentifikator im Betreibungswesen eingeführt wird, mit überschaubarem Aufwand einzuführen sein sollte.

3. Elektronische Zustellungen

a) Grundsätzliche Vorbehalte

Grundsätzlich ist festzuhalten, dass der Austausch von signierten PDF-Dokumenten via Zustellplattformen keine zukunftsgerichtete Form der Digitalisierung darstellt. Da die übermittelten Dokumente unstrukturiert sind, muss ihr Inhalt von Hand in die Systeme der Verfahrensbeteiligten übertragen werden, was fehlerträchtig und ineffizient ist.

Wie eine sichere und effiziente Digitalisierung auch in heiklen Bereichen mit hohen Sicherheitsanforderungen erfolgen muss, zeigt der Bankensektor. Es käme im Jahr 2022 wohl niemand auf die Idee, den Zahlungsauftrag an eine Bank in der Form zu «digitalisieren», dass der Kunde seinen Auftrag als PDF generiert oder scannt, dieses elektronisch signiert und per E-Mail über eine gesicherte Zustellplattform an die Bank sendet. Der bestehende eSchKG-Verbund zeigt, wie Digitalisierung im Betreibungswesen stattfinden kann und muss.

Dagegen besteht für einen ausserhalb von eSchKG erfolgenden Austausch von signierten PDF-Dokumenten per gesicherter Zustellplattform kaum ein Bedarf in der Praxis. Die Erfahrung zeigt, dass bei den Betreibungs- und Konkursämtern nur äusserst selten, wenn überhaupt jemals, Betreibungsbegehren, Konkursforderungseingaben etc. auf diesem Weg eingehen, obwohl die Möglichkeit seit Jahren besteht. Im internationalen Verkehr wird der Austausch signierter PDF-Dokumente ausserdem durch das Fehlen einer gegenseitigen internationalen Anerkennung von Zertifikaten und Zustellplattformen faktisch verunmöglicht.

Wir fordern daher, dass stattdessen der eSchKG-Verbund zu einer öffentlichen Plattform ausgebaut wird, auf der sämtliche Verfahrensbeteiligten in strukturierter Form Transaktionen auslösen können.

b) Elektronische Verlustscheine

Verlustscheine werden heute ausschliesslich als Papierurkunden ausgestellt, weil in den «Technischen und organisatorischen Vorschriften für den elektronischen Datenaustausch im Betreibungswesen», welche einen Bestandteil des rechtsverbindlichen eSchKG-Standards bilden, festgehalten ist, dass der elektronische Verlustschein nur als Kopie gesendet werden darf.

Die Ausstellung von Verlustscheinen in elektronischer Form entspricht einem Bedürfnis und wird von uns befürwortet.

c) Anspruch auf Zustellung in elektronischer Form

Der Entwurf sieht vor, dass Verfahrensbeteiligte jederzeit die Zustellung in elektronischer Form verlangen können. Es ist absehbar, dass solche Begehren oftmals aus Unkenntnis der technischen Voraussetzungen, aber auch mit dem Ziel der Verfahrensobstruktion, von Personen gestellt werden, die gar nicht einer gesicherten Zustellplattform, auf der ihnen auch «Einschreiben» gültig zugestellt werden können, angeschlossen sind und die Zustellung in der Folge regelmässig scheitern wird. Wir fordern daher, dass nur Personen ein Anspruch auf Zustellung in elektronischer Form gewährt wird, die ihr Begehren selber gültig auf elektronischem Weg gestellt haben.

d) Zustellung von Zahlungsbefehlen

Während der Corona-Pandemie bzw. "ausserordentlichen Lage" war eine Zustellung von Betreibungsurkunden – nach vorangegangenem einmaligem Zustellversuch – per A-Post Plus oder via eine anerkannte Zustellplattform möglich (Art. 7 Abs. 1 Verordnung über Massnahmen in der Justiz und im Verfahrensrecht im Zusammenhang mit dem Coronavirus (COVID-19-Verordnung Justiz und Verfahrensrecht vom 25. September 2020)). Diese Zustellform erwies sich als durchgehend kundenfreundlich und möglicherweise zukunftsorientiert. Es wäre deshalb prüfenswert, ob die Notfallmassnahme in gleicher oder ähnlicher Form auch als dauernde Lösung im Bundesgesetz über Schuldbetreibung verankert werden könnte. Einige unserer Mitgliedskantone würden dies befürworten.

In diesem Zusammenhang erlauben wir uns jedoch insbesondere auf die fehlende Gesetzesgrundlage hinzuweisen, welche den Zustellungsorganen im Betreibungs- und Konkurswesen die Vornahme einer digitalen qualifizierten Zustellung ermöglicht. Betreibungsurkunden (namentlich Zahlungsbefehle und Konkursandrohungen) sind grundsätzlich unter Beachtung der Formvorschriften von Art. 64 ff. SchKG zuzustellen. Art. 72 SchKG regelt explizit die qualifizierte Form der Zustellung von Zahlungsbefehlen. Bei der Zustellung von Konkursandrohungen (Art. 161 SchKG) wird ebenfalls auf Art. 72 SchKG verwiesen. Eine qualifizierte Zustellung von Betreibungsurkunden in elektronischer Form an die Schuldnerschaft ist deshalb nicht möglich - dies im Gegensatz zur Zustellung von Mitteilungen gemäss Art. 34 Abs. 2 SchKG.

Wir sind deshalb der Meinung, dass die heutige Gesetzgebung bezüglich qualifizierter Zustellung von Betreibungsurkunden in diesem Punkt nicht mehr zeitgemäss ist. Es soll deshalb geprüft werden, wie eine digitale Vornahme der qualifizierten Zustellung im Gesetz Eingang finden kann, ohne das bewährte System der persönlichen Kontaktaufnahme (gänzlich) aufzugeben. Es sei an dieser Stelle angemerkt, dass eine digitale qualifizierte Zustellung immer auf freiwilliger Basis und unter Berücksichtigung der besonderen Zustellform von Art. 72 SchKG erfolgen sollte.

4. Online-Versteigerung

Die Möglichkeit, öffentliche Versteigerungen online vorzunehmen, ist zu begrüßen. Auf Online-Plattformen kann ein grösseres Publikum erreicht werden als bei traditionellen Ganten, was dem Verwertungsergebnis zugute kommt.

Problematisch und daher abzulehnen ist jedoch, dass die Online-Verwertung nach dem Entwurf eine Domäne privater Anbieter sein soll. Bei der Zwangsversteigerung handelt es sich um einen hoheitlichen Akt. Es ist ordnungspolitisch und rechtsstaatlich bedenklich, diesen Grundsatz in Frage zu stellen. So fehlt bei privaten Anbietern die Transparenz; es droht ein unübersichtliches Durcheinander verschiedenster Konditionen (AGB), die den gesetzlichen Bedingungen auch noch zuwiderlaufen können. Wir sind der Meinung, dass **der Betrieb einer allgemein zugänglichen, einheitlichen Online-Plattform für die Betreibungs- und Konkursämter eine Bundesaufgabe darstellt**, die vom Bund oder ggf. von einer von der öffentlichen Hand getragenen Gesellschaft, wie z. B. der eOperations Schweiz AG, zu erfüllen ist.

In diesem Sinne **lehnen wir die vorgeschlagene Regelung ab**.

In Frage zu stellen ist sodann der Anknüpfungspunkt für die vorgeschlagene Regelung: Sie geht davon aus, dass der Bedarf für eine besondere Regelung darauf gründet, dass Versteigerungen auf einer von Privaten betriebenen Online-Plattform kein dem SchKG unterstehendes, sondern ein privatrechtliches Rechtsgeschäft begründen. Dies trifft allerdings nicht zu, wenn – was in Zukunft durchaus denkbar ist – ein privater Betreiber von den Ämtern mit dem Betrieb einer speziellen Verwertungsplattform beauftragt würde. Andererseits besteht das Bedürfnis, in besonderen Fällen Private mit der Durchführung einer traditionellen («offline») Auktion beauftragen zu können, beispielsweise bei Kunstobjekten. Auf solche Auktionen ist aber die vorgeschlagene Bestimmung nicht anwendbar. Wir schlagen darum vor, **nicht an die Merkmale «privater Betreiber» und «online» anzuknüpfen, sondern an das auf die Versteigerung anwendbare Recht (Privatrecht oder SchKG)**.

Weiter sollten auch Forderungen und Rechte online versteigert werden können, sofern entsprechende Plattformen vorhanden sind.

In diesem Sinn schlagen wir (eventualiter) folgende Fassung von **Art. 129a Abs. 1** vor:

1 Die Verwertung von beweglichen Vermögensstücken, Forderungen und Rechten kann durch eine Versteigerung durch ein privates Auktionshaus nach den Regeln des Privatrechts erfolgen.

Im **Konkurs** macht es sodann keinen Sinn, dass die Online-Versteigerung den Gläubigern und dem Schuldner zu eröffnen ist, zumal Konkursverfahren mit wenigen Ausnahmen als summarische Verfahren durchgeführt werden, in denen eine rasche und einfache Abwicklung der Verwertung im Vordergrund steht. Wir beantragen daher, in **Art. 256 Abs. 1** nur auf die Bestimmungen von Art. 125-129a Abs. 1 zu verweisen.

5. Vorgaben an Betreibungsbegehren

Diese Änderung wird von uns vorbehaltlos unterstützt.

6. Präzisierung betreffend Arrestvollzug

Auch diese Änderung begrüßen wir.

7. Begrenzung der Barzahlungen des Schuldners an das Betreibungsamt

Im Sinn der Bekämpfung der Geldwäscherei ist die Bestimmung zu begrüßen, allerdings scheint der Betrag von CHF 100'000.-- immer noch sehr hoch. Zahlungen in dieser Höhe kommen praktisch nicht vor; nach Erhebungen im Kanton Bern liegen über 99% aller Barzahlungen unter CHF 15'000.--.

Da die Betreibungs- und Konkursämter nicht dem GwG unterstellt sind, keine Identifikation vorzunehmen haben und in Verdachtsfällen zu einer Meldung weder berechtigt noch verpflichtet

sind, würde es nahe liegen, in Bezug auf Bareinzahlungen des Schuldners dieselbe Limite anzuwenden wie bei Kassageschäften von Finanzintermediären nach Art. 51 Abs. 1 lit. b GwV-FINMA. Weiter lässt die Bestimmung offen, worauf sich die Limite bezieht (pro Betreuung/Teilzahlung/Tag?). Dies muss präzisiert werden.

Mit freundlichen Grüssen

Konferenz der Betreibungs- und
Konkursbeamten der Schweiz



Armin Budliger, Präsident



Dr. Matthias Häuptli, Sekretär

KONFERENZ DER STADTAMMÄNNER VON ZÜRICH

Präsident: de Mestral Yves, Stadtmann, Stadtmannamt Zürich 3, Sihlfeldstrasse 10, 8036 Zürich, 044 412 01 80
Vizepräsidentin: Sigg Marion, Stadtmann, Stadtmannamt Zürich 2, Ulmbergstrasse 1, 8027 Zürich, 044 412 03 55
Kassier: Müller Christian, Stadtmann, Stadtmannamt Zürich 7, Witikonstrasse 15, 8032 Zürich, 044 412 04 51
Protokollführer: Crestani Remo, Stadtmann, Stadtmannamt Zürich 1, Gessnerallee 50, 8021 Zürich, 044 412 03 92

Bundesamt für Justiz
Herr Philipp Weber, Leiter
Zivil- & Zivilprozessrecht
Bundesrain 20
3003 Bern

8003 Zürich, 7. September 2022 (**sim/dey**)

Vernehmlassung zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)

Sehr geehrte Herr Weber
Sehr geehrter Herr Oppliger

Wir danken für die Möglichkeit zu den vorgeschlagenen Gesetzesänderungen Stellung zu nehmen und bringen folgendes an:

Art. 8a Abs. 3^{bis}

Die Angabe der Zu- und Wegzugsdaten wird im Kanton Zürich seit 1. April 2020 (§ 6a EG SchKG) praktiziert, funktioniert soweit gut und stellt für die Anfragenden sicherlich eine gewisse Verbesserung der Aussagekraft einer Betreibungsauskunft dar. Sie kann jedoch höchstens eine behelfsmässige Notlösung auf dem Weg zu einer schweizweiten Betreibungsauskunft sein.

Das erklärte Ziel dieser Vorlage ist es, die Möglichkeiten der Digitalisierung besser zu nutzen, welches mit diesen Vorschlägen aber *nicht* erreicht wird.

Mit der vorgeschlagenen Regelung werden in der Praxis Daten aus einer Datenbank, von Hand, ggf. mit elektronischer Unterstützung, in eine andere Datenbank übertragen - bei jeder einzelnen Auskunft aufs Neue! Dies kann, mit Verlaut, nicht als "Digitalisierung" bezeichnet werden. Als Ergebnis dieses Medienbruchs, sprich Murks, hat der Konsument dann jedoch lediglich eine Betreibungsauskunft, welche gerade mal Auskunft über allfällige Verfahren in *einem* Betreibungskreis gibt. Im Idealfall hat es damit sein Bewenden, ist die angefragte Person jedoch in den letzten fünf Jahren umgezogen, muss beim vorgängigen Betreibungsamt erneut eine Auskunft angefordert werden. Stellt man daraufhin fest, dass sie auch dort erst in den letzten fünf Jahren zugezogen ist, muss wieder eine neue Auskunft angefordert werden etc. etc. Darüber hinaus werden Betreibungen an besonderen Betreibungsorten (Art. 48 ff.)

2/4

auf diesem Weg kaum je eruiert. Dies obwohl sämtliche Betriebsämter der Schweiz längst via eSchKG-Verbund miteinander verbunden sind.

Die einzige Möglichkeit die Mittel der Digitalisierung und den Nutzen für den Konsumenten optimal zu verbinden, liegt in einer schweizweiten Betriebsauskunft. Wenn es nicht möglich sein soll, Daten aus einem elektronischen Netzwerk, dem zwingend schweizweit alle Betriebsämter angeschlossen sind, zusammen zu ziehen, in einem Dokument zu vereinigen und dem Konsumenten aufgrund einer einzigen Anfrage zur Verfügung zu stellen, befindet sich die Digitalisierungsstrategie des Bundes auf dem Holzweg. Nota bene dies hinsichtlich einer Dienstleistung, welche pro Jahr, nach übereinstimmender Schätzung von mehreren Berufskollegen, schweizweit rund 1.6 bis 2.2 Mio. Mal nachgefragt wird.

Um nicht unnötige Ressourcen für den Aufbau einer nicht zielführenden und insbesondere wenig zukunftssträchtigen Lösung zu verschwenden, ist der vorgeschlagene Art. 8a Abs. 3^{bis} daher zu verwerfen und durch eine Lösung für eine schweizweite Betriebsauskunft zu ersetzen.

Art. 12 Abs. 3

Die Bestimmung unterstützt die Bemühungen zur Missbrauchsbekämpfung, ist jedoch sehr offen formuliert. Die konkrete Umsetzung müsste in einer entsprechenden Verordnung geregelt werden. Völlig unklar ist beim vorliegenden Entwurf, ob sich die Obergrenze auf Einzelzahlungen bis zum Betrag von 100'000 Franken pro Betreuung? Pro Vorsprache? Pro Tag? Pro Teilzahlung? etc. bezieht.

Art. 34 Abs. 2

Die Vorlage strebt die weitere Digitalisierung der Betriebsverfahren an. Leider ist die vorgeschlagene Ausgestaltung von Art. 34 Abs. 2 kontraproduktiv.

Die Formulierung lässt einen steten Wechsel zwischen elektronischer Zustellung und einer solchen auf Papier zu. Dies läuft den Bemühungen zur und dem Grundgedanken der Digitalisierung, dem digitalen Wandel, zuwider. Es besteht denn auch kein praktisches Bedürfnis für einen Medienwechsel, da die betriebsamtlichen Urkunden in elektronischer und Papierform gleichwertig sind. Ist die Zustellungsart durch die Eingabe in einer Form gewählt, ist sie beizubehalten.

Zudem muss klargestellt werden, dass es sich bei elektronischen Eingaben nur um solche in *strukturierter* Form über eSchKG und nicht eine beliebige Plattform oder (unstrukturierter) Eingabeart (E-Mails, unstrukturierte Eingaben über eGovernment EasyGov bspw. via SN-Nachricht etc.) handeln kann. Eingaben in anderer als strukturierter Form ergeben keinerlei Effizienzgewinn, sind durch die händische Übertragung in ein anderes Medium aufwändig

3/4

und fehleranfällig, technisch und datenschutzrechtlich problematisch und ergeben im Rahmen der Digitalisierung keinen Sinn. Die Plattform eSchKG muss den Bedürfnissen und Anforderungen aller Verbundteilnehmenden entsprechend ausgebaut werden. Es geht nicht an, dass unter dem Deckmantel der Digitalisierung das Betreuungswesen einseitig nur zu Gunsten von Grossgläubigern resp. Gläubigervertretern ausgerichtet wird, während die Träger der Betreibungsämter, d.h. die Kantone und Gemeinden und somit die Allgemeinheit, den Mehraufwand (für Personalaufwand, EDV etc.) ohne einen valablen Mehrwert zu tragen haben.

Art. 34 Abs. 2 erster Satz ist daher wie folgt zu formulieren: "Mitteilungen, Verfügungen und Entscheide werden elektronisch zugestellt, sofern die betreffende Person ihre Eingaben elektronisch in strukturierter Form über eSchKG eingereicht hat."

Art. 67 Abs. 4

Art. 125

Art. 129a

Die gesetzliche Regelung von Online-Versteigerungen entspricht einem praktischen Bedürfnis und unterstützt das Ziel der Zwangsverwertung ein optimales Verwertungsergebnis zu erzielen und die anfallenden Kosten niedrig zu halten.

Es ist aber nicht einzusehen, weshalb private Betreiber nunmehr die Federführung für eine öffentliche Zwangsversteigerung übernehmen sollen. Bei der Zwangsversteigerung handelt es sich um einen originär-staatlichen Zwangsverwertungsakt. Es besteht aus ordnungspolitischer Hinsicht keinerlei Anlass, diesen Grundsatz in Frage zu stellen. Auch aus praktischen Überlegungen kann nur eine staatlich kontrollierte öffentliche Zwangsverwertung die gesetzeskonformen näheren Bedingungen einer solchen definieren. Bei der Zulassung von privaten Zwangsverwertern droht ein unübersichtliches Wirrwarr an Steigerungskonditionen, welche unter Umständen höchstens teilweise mit den gesetzlichen Vorgaben übereinstimmen – was der Gesetzmässigkeit eines Versteigerungsaktes widerspricht.

Unbestritten dürfte überdies wohl sein, dass nur wenn auf einer *einzigsten, gebündelten digitalen Plattform* zwangsversteigert wird, der *höchste Erlös für die Gläubiger* erzielt werden kann. Die Aufsplitterung in diverse, private Plattformen führt für den Gläubiger*innen (und dementsprechend auch für die schuldnerischen Personen) fast zwangsläufig zu weniger ertragreichen Erlösen.

KONFERENZ DER STADTAMMÄNNER VON ZÜRICH

4/4

Art. 132a Abs. 4

Art. 256 Abs. 1

Art. 257

Art. 275

Der Gesetzes-Entwurf übernimmt die bundesgerichtliche Rechtsprechung und ist zu begrüßen.

Für Ihre Kenntnisnahme danken wir bestens.

Freundliche Grüsse

Konferenz der Stadtammänner von Zürich

A handwritten signature in blue ink, enclosed in a thin red rectangular border. The signature appears to be 'Y. de Mestral'.

Yves de Mestral, RA lic.iur.
Präsident

Für Sie zuständig:
Cécile Kessler
cecile.kessler@raiffeisen.ch

Vernehmlassung betreffend die Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG), Möglichkeiten der Digitalisierung im Betreuungswesen besser nutzen

7.10.2022

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit der Eröffnung der Vernehmlassung vom 22. Juni 2022 laden Sie interessierte Kreise ein, Stellung zu nehmen zu den geplanten Änderungen des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG). Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und äussern uns gerne wie folgt zur Vorlage:

Allgemeine Bemerkungen

Um die Digitalisierung im Betreuungswesen voranzutreiben, will der Bundesrat unter anderem die Verwendung elektronischer Verlustscheine fördern und die Versteigerung von beweglichen Vermögensgegenständen über Online-Plattformen ausdrücklich im Gesetz regeln. Betreibungsämter sollen zudem auf der Betreuungsauskunft künftig vermerken müssen, ob die Person im Einwohnerregister des Betreibungskreises bereits erfasst ist. Die Betreibungsämter sollen dafür auf die erforderlichen Daten der Einwohnerregister zugreifen können. Mit dieser Änderung will der Bundesrat die Aussagekraft der Betreuungsauskunft für die Gläubiger verbessern und den Missbrauch von Betreibungsregistrauskünften erschweren.

Wir begrüssen diese generellen Massnahmen sehr. Sie tragen dazu bei, die bestehenden Unsicherheiten in Bezug auf die Handhabung von Verlustscheinen zu beseitigen und unnötige Kosten zu vermeiden. Wir haben lediglich eine kritische Anmerkung zur Vorlage:

Begrenzung der Barzahlungen des Schuldners an das Betreibungsamt

Die Regelung zu den Zahlungen an das Betreibungsamt soll unabhängig von den oben erwähnten Massnahmen um einen neuen Art. 12 Absatz 3 SchKG ergänzt werden

Damit sollen in Zukunft generell Zahlungen an das Betreibungsamt in bar auf einen Maximalbetrag von 100 000 Franken begrenzt werden. Diese Regelung entspricht inhaltlich den bestehenden Bestimmungen von Artikel 129 Absatz 2 und Artikel 136 Absatz 2 SchKG, welche seit 2016 Barzahlungen an das Betreibungsamt bei der Versteigerung von beweglichen Sachen und Grundstücken auf Beträge von 100 000 Franken beschränken. Liegt der Preis höher, so ist der Teil, der diesen Betrag übersteigt, über einen Finanzintermediär nach dem Geldwäschereigesetz vom 10. Oktober 1997 abzuwickeln.

Das Ziel der jetzigen Neuregelung ist es, potenzielle Missbrauchsgefahren im Zusammenhang mit Barzahlungen zu vermeiden.

Bekanntlich qualifiziert das entgegennehmende Betreibungs- oder Konkursamt gemäss heutiger Regelung nicht als Finanzintermediär im Sinne des Geldwäschereigesetzes und unterliegt daher nicht den diesbezüglichen Sorgfalts- und Abklärungspflichten bei der Entgegennahme von Bargeld.

Unseres Erachtens sollten die Betreibungs- und Konkursämter die Vorgaben des Geldwäschereigesetzes selbst wahrnehmen müssen und in diesem Zusammenhang dem Geldwäschereigesetz unterstellt werden, um potenzielle Missbrauchsgefahren zu vermeiden. Denkbar wäre dabei auch eine analoge Umsetzung der geltenden Sorgfaltspflichten für Händlerinnen und Händler dahingehend, dass Betreibungs- und Konkursämter bei der Entgegennahme von Barbeträgen von mehr als 100'000 Franken entsprechende Abklärungspflichten wahrzunehmen hätten. Da die Bekämpfung der Geldwäscherei primär eine staatliche Aufgabe ist erscheint es opportun, auch für behördliche Stellen entsprechende Sorgfalts- und Abklärungspflichten vorzusehen bei der Entgegennahme von Bargeld.

Mit der nun vorgesehenen gesetzlichen Anpassung ist davon auszugehen, dass Schuldner, die bis anhin direkt eine Barzahlung an das Betreibungsamt geleistet haben (wobei die Gelder möglicherweise im Einzelfall einen verbrecherischen Hintergrund haben), künftig den gesamten Betrag oder den Teil der Zahlung, der den Betrag von 100'000 Franken übersteigt, in bar bei einem Finanzintermediär einzahlen. Dies kann nicht im Sinne der Bekämpfung der im Rahmen von Betreibungsverfahren mit Barzahlungen verbundenen Missbrauchsgefahren sein. Die gemäss Botschaft mit dieser gesetzlichen Anpassung beabsichtigte Erleichterung der Arbeiten der Betreibungsämter bei der Abwicklung führt dann je nach Höhe des Barbetrages bei Finanzintermediären zu einem erhöhten Abklärungsaufwand.

Wenn staatliche Behörden Bargeld annehmen, sollten für diese zusammenfassend die gleichen Pflichten gelten wie für Finanzintermediäre oder mindestens wie für Händlerinnen und Händler. Damit könnte dem Ziel der geplanten Gesetzesänderung, potenzielle Missbrauchsgefahren bei Barzahlungen an Betreibungsämter zu minimieren, unseres Erachtens besser und sachgerechter Rechnung getragen werden.

Wir bedanken uns abschliessend für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Dr. Christian Hofer
Leiter Nachhaltigkeit, Politik & Genossenschaft
Raiffeisen Schweiz Genossenschaft

Christian Bopp
Leiter Regulatory Affairs
Raiffeisen Schweiz Genossenschaft

Änderung SchKG – Betreuungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung

santésuisse
Römerstrasse 20
Postfach 1561
CH-4502 Solothurn
Tel. +41 32 625 41 41
Fax +41 32 625 41 51
mail@santesuisse.ch
www.santesuisse.ch



santésuisse

Die Schweizer Krankenversicherer

Les assureurs-maladie suisses

Für Rückfragen:
Axel Reichlmeier
Direktwahl: +41 32 625 4252
Axel.Reichlmeier@santesuisse.ch

Solothurn, 13. Oktober 2022

Vernehmlassungsverfahren zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) «Betrebungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung»; Stellungnahme santésuisse

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zu den vorgesehenen Änderungen des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) betreffend Betreuungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung Stellung nehmen zu können.

Da die vorgeschlagenen Änderungen für die Krankenversicherer nicht alle die gleiche Relevanz haben, verzichten wir auf Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln und äussern uns nur summarisch zu den Änderungen, bei welchen die Krankenversicherer besonders betroffen sind – namentlich die elektronische Zustellung von Verlustscheinen.

Änderung SchKG – Betreuungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung

Unterstützung der elektronischen Zustellungen von Verlustscheinen

Aus Sicht der Krankenversicherer ist die Digitalisierung und die elektronische Zustellung von Verlustscheinen ein Fortschritt, weshalb santésuisse die Anpassung unterstützt.

Die Vorteile liegen darin, dass ein reibungsloser Datenaustausch effizienter ist als der bisherige Austausch in Papierform und somit freiwerdende Ressourcen in anderen Aufgaben eingesetzt werden können. Dies geht auch deutlich aus den Erfahrungen mit eSchKG hervor. Aktuell schreibt eSchKG noch die Papierform in bestimmten Urkunden (wie z.B. bei Zahlungsbefehl-Doppel, Verlustschein) vor.

Es ist davon auszugehen, dass mit weiteren Regelungen im SchKG zu Digitalisierungen, auch die Prozesse im eSchKG angepasst werden und die Anerkennung der digitalen Dokumente inkl. der digitalen Signatur auch schweizweit durch die Gerichte gewährleistet ist. Desweiteren halten wir fest, dass im Konkursbereich aktuell keine Digitalisierung vorliegt. Daher ist auch hier die Erwartung einer vollen Integration in eSchKG.

Wir sehen mit der Digitalisierung von Verlustscheinen weitere operative Vorteile:

- Schnellere Auslieferung als auf dem Postweg, der Postversand fällt weg
- Kosteneinsparungen, da kein Stauraum für die Archivierung und Aufbewahrung mehr zur Verfügung gestellt werden muss
- Einsparungen (Portokosten), da kein Postversand von bezahlten Verlustscheinen die gelöscht werden müssen
- Effizienzsteigerungen in der Zusammenarbeit mit Betreibungsämtern und kantonalen Durchführungsstellen (gemäss Art. 64a KVG)
- Höhere Transparenz gegenüber Ämtern und Kunden. Dies äussert sich bei Anfragen im geringeren Suchaufwand als bei physischen Exemplaren, zudem gibt es keine Verluste von Dokumenten mehr

Gemäss erläuterndem Bericht sehen die vorgeschlagenen Änderungen vor, dass die betroffene Person eine elektronische Zustellung verlangen kann und dass immer dann eine elektronische Zustellung durch das Amt erfolgt, wenn die betroffene Person ihre Eingaben elektronisch eingereicht hat und nicht ausdrücklich die Zustellung von Papierurkunden verlangt (Art. 34 Abs. 2 erster Satz VE-SchKG). Es steht somit in diesen Fällen nicht im Belieben der Ämter, ob die Zustellung elektronisch erfolgt, und eine gleichzeitige Zustellung von Papierurkunden ist nicht vorgesehen.

Für die Gläubiger könnte dies ein Vorteil bei der Suche nach Schuldnern sein, wenn diese bald über einen gültigen elektronischen «Briefkasten» verfügen. Gerade bei Schuldnern wo keine aktuell gültige (Wohn-)Adresse bekannt ist, erschliesst dies eventuell neue Möglichkeiten für die Zustellung von Dokumenten.

Bestehende Verlustscheine müssen nachträglich digitalisiert werden können

Für die Krankenversicherer wäre es zudem von Vorteil, nicht nur die zukünftigen Verlustscheine in digitaler Form zu erhalten, sondern dass auch die Möglichkeit bestünde, bestehende Verlustscheine zu digitalisieren. Damit könnten die Versicherer bereits in naher Zukunft im vollen Umfang von den oben genannten Vorteilen profitieren, ohne abwarten zu müssen, bis die letzten Verlustscheine auf Papier Ihre Gültigkeit verlieren.

Änderung SchKG – Betriebsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung

Auf Seite der Versicherer muss hingegen sichergestellt werden, dass die elektronischen Archive für die «Endzeit» ausgelegt werden (Ausstellung Verlustschein plus 20 Jahre). Die digital archivierten Dokumente müssen somit auch bei späteren Systemablösungen von Nachfolgeapplikation übernommen werden können.

Die Krankenversicherer gehen davon aus, dass sie den Betriebsämtern mit den neuen Vorgaben - beispielsweise für die Löschung im Betreibungsregister - die Verlustscheine elektronisch zustellen können.

Digitale Verlustscheinübernahme der Kantone muss geregelt werden

Ein offener Punkt bezüglich dem neuen Art. 64a KVG zur Verlustscheinübernahme durch die Kantone bleibt: Die Abtretung (Übertragung) von Verlustscheinen an Dritte (z.B. Kantone) muss ebenfalls geklärt respektive im SchKG sichergestellt sein.

Im erläuternden Bericht zur Vorlage wird im Kapitel 1.1.3 auf die elektronische Übertragung beim Thema Motion 20.4035 Fiala «Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs – Elektronische Übertragung der Verlustscheine» zumindest eingegangen. Die Motion verlangt eine Änderung der gesetzlichen Grundlagen, damit die Verlustscheine elektronisch übertragen werden können. Der Bundesrat hatte mit Stellungnahme vom 18. November 2020 die Annahme der Motion beantragt. In der Folge haben der Nationalrat am 18. Dezember 2020 und der Ständerat am 31. Mai 2021 die Motion angenommen. Bei den Erläuterungen zum Artikel 34 Abs. 2 erster Satz SchKG wird die elektronische Übertragung hingegen nicht mehr erwähnt.

Art. 34 Abs. 2, dritter Satz SchKG müsste somit folgendermassen ergänzt werden:

Der Bundesrat regelt:

- a. die zu verwendende Signatur;
- b. das Format der Mitteilungen, Verfügungen und Entscheide sowie ihrer Beilagen;
- c. die Art und Weise der Übermittlung;
- d. den Zeitpunkt, zu dem die Mitteilung, die Verfügung oder der Entscheid als zugestellt gilt;
- e. die Vorgaben zur elektronischen Abtretung an Dritte.

Änderung SchKG – Betreuungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung

Vielen Dank für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen. Für allfällige Fragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

santésuisse
Direktion



Verena Nold
Direktorin santésuisse

Abteilung Grundlagen



Dr. Christoph Kilchenmann
Leiter Abteilung Grundlagen

Eidg. Justiz- und Polizeidepartement
Bundeshaus West
CH-3003 Bern

Eingereicht per Mail an: zz@bj.admin.ch

Basel, 5. Oktober 2022

Vernehmlassung 2021/33
Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG)
(Betreibungsaukunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Im Namen von Schuldenberatung Schweiz (SBS) danke ich Ihnen für die Möglichkeit zu den genannten Änderungen Stellung beziehen zu können. SBS ist der Dachverband von 43 gemeinnützigen und öffentlichen Fachstellen für Schuldenberatung und -sanierung in der ganzen Schweiz.

Wir begrüssen die vorgeschlagenen Anpassungen an die technischen Entwicklungen.

Unsere Bemerkungen beschränken sich auf die elektronische Zustellung (Art. 34 Abs. 2 erster Satz VE-SchKG). Wir begrüssen es, dass die Möglichkeit, die Unterlagen weiterhin postalisch zu erhalten, weiterhin bestehen soll. Es gibt insbesondere bei überschuldeten Personen einige, welche nicht elektronisch kommunizieren können oder davon überfordert sind. Ein Verlustschein per Mail ginge in solchen Fällen schnell verloren, was für ein physisches, postalisch zugestelltes Dokument weniger der Fall ist.

Freundliche Grüsse

Schuldenberatung Schweiz



Pascal Pfister, Geschäftsleiter



Bundesamt für Justiz
Bundesrain 20
3003 Bern
zz@bj.admin.ch

Bern, 3. Oktober 2022 sgv-KI/ye

Vernehmlassungsantwort: Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)

Sehr geehrte Damen und Herren

Als grösste Dachorganisation der Schweizer Wirtschaft vertritt der Schweizerische Gewerbeverband sgv über 230 Verbände und über 600 000 KMU, was einem Anteil von 99,8 Prozent aller Unternehmen in unserem Land entspricht. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Mit Schreiben vom 22. Juni lädt das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement ein, sich zur Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung) zu äussern. Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung sollen die Möglichkeiten der Digitalisierung im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen noch besser genutzt werden. Betreibungsämter werden verpflichtet, vor Erstellung der Betreibungsauskunft eine Abklärung des Meldeortes vorzunehmen, indem sie auf die Daten der Einwohnerregister zugreifen. Zweitens wird die Verwendung elektronischer Verlustscheine geregelt. Drittens soll die Versteigerung von beweglichen Vermögensgegenständen über Online-Plattformen gesetzlich geregelt werden.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv unterstützt die Vorlage, mit welcher die Möglichkeiten der Digitalisierung im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen noch besser genutzt werden können.

Bereits heute wird ein grosser Teil der Betreibungsverfahren auf elektronischem Weg abgewickelt. Die vorliegende Revision schafft die gesetzlichen Grundlagen, um die Möglichkeiten der Digitalisierung im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen noch besser nutzen zu können. Im Einzelnen nimmt der sgv wie folgt Stellung:

Zu Art. 8a Abs. 3^{bis}: Betreibungsregistrauskunft

Der sgv unterstützt die Bekanntgabe des Wohnortes bei der Erteilung einer Betreibungsregistrauskunft, weist aber darauf hin, dass Betreibungen erst in einem späteren Zeitpunkt anfallen. Vorher zeigen sich Anzeichen von Zahlungsverzug im Zahlungsverhalten von Personen und Unternehmen, die früher zu erkennen sind. Zum Schutz der Schuldner und Gläubiger ist es wichtig, dass Privatfirmen bereits vorsorg-

liche Instrumente wie Bonitätsauskünfte zur Verfügung stellen, die es ermöglichen, eine Betreuung überhaupt zu vermeiden indem eine Person mit Zahlungsverzug erst gar nicht gegen Rechnung beliefert wird. Dies ist heute im Rahmen von e-Commerce von wachsender Bedeutung.

Zu Art. 12 Abs. 3 – Obergrenze für Barzahlungen

Der sgv unterstützt das Vorhaben, mit der Obergrenze von CHF 100'000.- nicht. Der sgv fordert die freie Wahl der Zahlungsmittel. Es gibt alltägliche Transaktionen, welche leicht die 100'000 übersteigen. Die Überprüfung der Daten, die für solche Transaktionen notwendig sind, ist extrem aufwändig, zeit- und kostenintensiv.

Zu Art. 34 Abs. 2

Der sgv unterstützt den Vorschlag, Mitteilungen, Verfügungen und Entscheide elektronisch zuzustellen, sofern die betreffende Person dies ausdrücklich verlangt oder sofern sie ihre Eingaben elektronisch eingereicht und nicht ausdrücklich eine Zustellung auf Papier verlangt hat. Dies ermöglicht, die Bürokratie zu verringern, was sich auch positiv auf die Gebühren und Kosten im Betreuungswesen auswirken sollte. Der sgv fordert, dass die Thematik der Betreibungsgebühren und -kosten vom Bundesgesetzgeber überprüft werden. Es kann nicht sein, dass Betreibungen aufgrund der hohen Kosten systematisch ausbleiben. Hinzu kommt, dass die Anforderungen zur Beseitigung des Rechtsvorschlages viel zu hoch sind und folglich gar nicht erst betrieben wird. Dies schadet der Gesamtwirtschaft und der Moral jener Schuldner, die ihre Schulden korrekt und fristgerecht begleichen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Dieter Kläy
Ressortleiter



Stadt Zürich
Stadtmannamt und Betreibungsamt Zürich 5

Stadt Zürich
Stadtmannamt und Betreibungsamt Zürich 5
Fabrikstrasse 3
Postfach, 8031 Zürich

Telefon +41 44 412 04 10
Fax +41 44 412 04 29
IBAN CH42 0900 0000 8000 3560 2
BIC POFICHBEXXX
www.bazuerich5.ch

Ihre Kontaktperson:
Thomas Zeller
lic. iur. Stadtmann
Executive MBA UZH
Direktwahl +41 44 412 04 20
thomas.zeller@zuerich.ch

Per E-Mail

Bundesamt für Justiz BJ

Dienststelle Oberaufsicht Schuldbetreibung und Konkurs
zz@bj.admin.ch

zK

Herr Markus Zopfi, Betreibungsinspektor Kanton Zürich
Herr Thomas Winkler, Präsident VGBZ
Herr Yves de Mestral, Präsident KdSZ

Zürich, 5. Oktober 2022

Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG): Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerungen

Vernehmlassungsantwort Betreibungsamt Zürich 5

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehme ich als langjähriger Chef des Betreibungsamtes Zürich 5 und als erfahrener rechtsanwendender und kritischer Jurist zur vorgeschlagenen Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs wie folgt Stellung:

Art. 8a Abs. 3^{bis}

Die Angabe der Zu- und Wegzugsdaten wird im Kanton Zürich seit 1. April 2020 (§ 6a EG SchKG) praktiziert, funktioniert soweit gut und stellt für die Anfragenden sicherlich eine gewisse Verbesserung der Aussagekraft einer Betreibungsauskunft dar.

Der neue vorgeschlagene Gesetzestext ist da sehr hilfreich. Allerdings wurde die gesetzliche Lösung nicht zu Ende gedacht.

Der Betreibungsbeamte muss, wenn er feststellt, dass die Person, über die eine Auskunft aus dem Betreibungsregister verlangt wird, im Betreibungskreis des zuständigen Betreibungsamtes Zürich 5 nie gewohnt hat, das Gesuch um Auskunft aus dem Betreibungsregister abweisen können. So wird kein falscher Schein erweckt und damit zweckmässig im Sinne der Motion Candinas "Missbrauch von Betreibungsregisterauszügen stoppen" gehandelt.

Wird die Regelung – wie vorgeschlagen – umgesetzt, so wird jedes Betreibungsamt der Schweiz nichtsdestotrotz eine Auskunft aus dem Betreibungsregister erteilen müssen.

In einer solchen besagten Auskunft aus dem Betreibungsregister würde oben auf der Seite des BJ-Formulars der Vermerk stehen "keine Beteiligungen oder Verlustscheine registriert".

95 % der Gläubiger würden erfahrungsgemäss – ich bin nun schon 35 Jahre Vorsteher des Beteiligungsamtes Zürich 5 und kenne die Gläubiger leider nur zu gut - nur bis zu dieser Zeile lesen und nicht bis ans Ende der Seite, wo der Vermerk "Zuzug und Wegzug" steht. Diese Gläubiger würden die Kreditwürdigkeit als positiv einstufen und dem Schuldner einen Kredit gewähren, obwohl dieses Papier ja gerade gar nichts über die Kreditwürdigkeit aussagt.

Die Beteiligungsämter der Schweiz würden so einen falschen Schein erwecken, würden sich als staatliche Behörden zum Helfen von jedem Kreditbetrüger machen und würden gleichzeitig so gegen die Bundesverfassung 5 III gegen den Grundsatz von Treu und Glauben verstossen.

Antrag.

Der Gesetzestext ist wie folgt zu ergänzen: "Hat die betreffende Person im von der Auskunft erfassten Zeitraum keinen Wohnsitz im Beteiligungskreis, muss das Gesuch um Auskunft aus dem Beteiligungsregister zurückgewiesen werden."

Art. 12 Abs. 3

Die Bestimmung unterstützt die Bemühungen zur Missbrauchsbekämpfung und ist im Prinzip zu begrüssen.

Unbegreiflich ist aber die Formulierung "Bei höheren Zahlungen ist die Zahlung ... über einen Finanzintermediär ... abzuwickeln".

Sinn und Zweck der Schuldbetreibung ist die Eintreibung von Geld im Sinne von SchKG 12 I: "Das Beteiligungsamt hat Zahlungen für Rechnung des betreibenden Gläubigers entgegenzunehmen". Die Schuldbetreibung darf nicht durch irgendwelche eventuell sogar nichtstaatliche Finanzintermediäre gehindert werden!

Die Beteiligungsämter sind sehr wohl in der Lage das Geldwäschereigesetz gesetzestreu umzusetzen. Wir sind uns die Gesetzesumsetzung gewohnt!

Die Beteiligungsämter müssen nicht bevormundet werden, und sicher nicht u. U. durch Banken, die sich über Jahre unter dem Schutz des Bankgeheimnisses im Ausland wie Piraten als "Steuerhinterziehungsmotivatoren" betätigt haben!

Antrag.

Der Gesetzestext ist wie folgt zu ändern: "Bei höheren Zahlungen ist die Zahlung des diesen Betrag übersteigenden Teils durch das Beteiligungsamt gemäss Geldwäschereigesetz vom 10. Oktober 1997 zu prüfen und abzuwickeln".

Art. 34 Abs. 2

Die Vorlage strebt die weitere Digitalisierung der Beteiligungsverfahren an. Leider ist die vorgeschlagene Ausgestaltung von Art. 34 Abs. 2 kontraproduktiv.

Die Formulierung lässt einen steten Wechsel zwischen elektronischer Zustellung und einer solchen auf Papier zu. Dies läuft den Bemühungen zur und dem Grundgedanken der Digitalisierung, dem digitalen Wandel, zuwider. Es besteht denn auch kein praktisches Bedürfnis für einen Medienwechsel, da die betriebsamtlichen Urkunden in elektronischer und Papier-Form gleichwertig sind. Ist die Zustellungsart durch die Eingabe in einer Form gewählt, ist sie beizubehalten.

Zudem muss klargestellt werden, dass es sich bei elektronischen Eingaben nur um solche in *strukturierter* Form über eSchKG und nicht eine beliebige Plattform oder (unstrukturierter) Eingabeart (E-Mails, unstrukturierte Eingaben über eGovernment EasyGov bspw. via SN-Nachricht etc.) handeln kann. Eingaben in anderer als strukturierter Form ergeben keinerlei Effizienzgewinn, sind durch die händische Übertragung in ein anderes Medium aufwändig und fehleranfällig, technisch und datenschutzrechtlich problematisch und ergeben im Rahmen der Digitalisierung keinen Sinn. Die Plattform eSchKG muss den Bedürfnissen und Anforderungen aller Verbundteilnehmenden entsprechend ausgebaut werden. Es geht nicht an, dass unter dem Deckmantel der Digitalisierung das Betreibungswesen einseitig nur zu Gunsten von Grossgläubigern resp. Gläubigervertretern ausgerichtet wird, während die Träger der Betreibungsämter, d.h. die Kantone und Gemeinden und somit die Allgemeinheit, den Mehraufwand (für Personalaufwand, EDV etc.) ohne einen valablen Mehrwert zu tragen haben.

Antrag:

Art. 34 Abs. 2 erster Satz ist daher wie folgt zu formulieren: "Mitteilungen, Verfügungen und Entscheide werden elektronisch zugestellt, sofern die betreffende Person ihre Eingaben elektronisch in strukturierter Form über eSchKG eingereicht hat und die gesetzlichen Vorgaben eingehalten werden."

Art. 67 Abs. 4

Diese Bestimmung ist zu streichen.

Als Vorsteher des Betreibungsamtes Zürich 5 habe ich seit der Zuständigkeit des Bundesrates und insbesondere des Bundesamtes für Justiz wenig sinnvolle Änderungen an Inhalt und Form der Angaben im Betreibungsbegehren erlebt. Sämtliche Änderungen bis heute bevorzugten die Grossgläubiger und erschwerten es den Schuldnern die Übersicht zu behalten und ihren legalen und legitimen Anspruch auf rechtliches Gehör wahrzunehmen (z. B. Anzahl der einzugebenden Forderungen).

Art. 125

Art. 129a

Die gesetzliche Regelung von Online-Versteigerungen entspricht einem praktischen Bedürfnis und unterstützt das Ziel der Zwangsverwertung ein optimales Verwertungsergebnis zu erzielen und die anfallenden Kosten niedrig zu halten.

Es ist aber nicht einzusehen, weshalb private Betreiber nunmehr die Federführung für eine öffentliche Zwangsversteigerung übernehmen sollen. Bei der Zwangsversteigerung handelt es sich um einen originär-staatlichen Zwangsverwertungsakt. Es besteht aus ordnungspolitischer Hinsicht keinerlei Anlass, diesen Grundsatz in Frage zu stellen. Auch aus praktischen Überlegungen kann nur eine staatlich kontrollierte öffentliche Zwangsverwertung die gesetzeskonformen näheren Bedingungen einer solchen definieren. Bei der Zulassung von privaten Zwangsverwertern droht ein unübersichtlicher Wirrwarr an Steigerungskonditionen, welche unter Umständen höchstens teilweise mit den gesetzlichen Vorgaben übereinstimmen – was der Gesetzmässigkeit eines Versteigerungsaktes widerspricht.

Unbestritten dürfte überdies wohl sein, dass nur, wenn auf einer *einzigsten, gebündelten digitalen Plattform* zwangsversteigert wird, der *höchste Erlös für die Gläubiger* erzielt werden kann. Die Aufsplitterung in diverse, private Plattformen führt für den Gläubiger*innen (und dementsprechend auch für die schuldnerischen Personen) fast zwangsläufig zu weniger ertragreichen Erlösen.

Antrag:

SchKG 129a I soll lauten:

" Die Verwertung von beweglichen Vermögensstücken kann durch eine Versteigerung über eine allgemein zugängliche Online-Plattform einer SchKG-Behörde erfolgen."

SchKG 129a II soll lauten:

"Der Betreibungsbeamte teilt die Art der Versteigerung (online oder physisch) dem Schuldner, dem Gläubiger sowie den beteiligten Dritten in der Steigerungsanzeige (Art. 125 Abs. 3) mit."

Bemerkung:

Das Medium – Computer, Papier, Marmor oder Wachstafel, etc. – ist nicht wesentlich. Das Gesetz (SchKG 122 - 129) muss eingehalten werden und dies wird durch die SchKG-Behörden garantiert!

Art. 132a Abs. 4

Diese Bestimmung ist zu streichen.

Bemerkung:

Das Medium – Computer, Papier, Marmor oder Wachstafel, etc. – ist nicht wesentlich. Das Gesetz (SchKG 122 - 129) muss eingehalten werden und dies wird durch die SchKG-Behörden garantiert!

Art. 256 Abs. 1

Art. 257

Art. 275

Für Ihre Kenntnisnahme danken wir bestens.

Freundliche Grüsse

Stadtammannamt und Betriebsamt Zürich 5

Thomas Zeller, lic. iur. Stadtammann

Zürich, 13. Oktober 2022

Vernehmlassung «Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG)»

Vorbemerkungen

Der Bundesrat hat am 22. Juni 2022 das EJPD beauftragt, zur «Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung)» ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Der SVIT Schweiz (nachfolgend: SVIT) wurde zur Vernehmlassung eingeladen.

Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung sollen die Möglichkeiten der Digitalisierung im Schuldbetreibungs- und Konkurswesen noch besser genutzt werden können. Einerseits sollen die Betreibungsämter verpflichtet werden, vor der Erstellung der Betreibungsauskunft eine Abklärung des Meldeortes vorzunehmen, indem sie auf die Daten der Einwohnerregister zugreifen. Sodann soll die Verwendung elektronischer Verlustscheine geregelt und gefördert werden. Schliesslich soll die Versteigerung von beweglichen Vermögensgegenständen über Online-Plattformen gesetzlich geregelt werden. Damit werden verschiedene parlamentarische Vorstösse erfüllt.

Beurteilung der Vorlagen

1. Wohnsitzüberprüfung bei der Betreibungsauskunft

Der SVIT unterstützt die Verpflichtung der Betreibungsämter zur Wohnsitzüberprüfung bei der Einwohnerkontrolle und fordert gleichzeitig weiterreichende Schritte.

Der erläuternde Bericht weist in den Kapiteln 1.1.2 und 2.1.1 zu Recht auf die beschränkte Eignung der Auskunft aus dem Betreibungsregister hin, die finanzielle Situation und das Zahlungsverhalten einer Person darzustellen. In der Praxis der professionellen Immobilienwirtschaft, namentlich bei der Vereinbarung von Dauerschuldverhältnissen wie dem Mietvertrag, haben darum private Register und Datenbanken eine grosse Bedeutung erlangt. Für private Vermieter spielen aber Betreibungsregistrauszüge nach wie vor eine wichtige Rolle für die Mietersélection.

Jede Verbesserung der Aussagekraft des Auszugs wird vom SVIT begrüsst. Darum unterstützt der Verband die verschiedenen parlamentarischen Vorstösse mit entsprechendem Ansinnen. Die nun im Entwurf vorgeschlagene Wohnsitzüberprüfung stellt einen ersten Schritt dar, die Praxistauglichkeit und Aussagekraft des Auszugs zu verbessern. Der Verband stellt aber auch klar, dass es dabei nicht bleiben kann. Die Vernetzung sämtlicher Betreibungsregister, wie sie in der gleichnamigen, leider nicht weiterverfolgten parlamentarischen Initiative 16.405 von Nationalrat Erich Hess gefordert wurde, stellt weiterhin das Ziel der Entwicklung dar. Aus der Debatte im Ständerat (AB 2020 S 592) zum betreffenden Geschäft geht klar hervor, dass auch der Ständerat den Bundesrat in der Pflicht sieht, dem Parlament eine Vorlage zu unterbreiten, die der Komplexität der Materie Rechnung trägt. Es wurde darauf hingewiesen, dass dem Bundesrat und der

Bundesverwaltung der Wille fehlt, eine unbefriedigende Situation zu ändern und dass sie am antiquierten Betreuungswesen festhalten wollen. Dies kommt auch im Antrag des Bundesrats auf Ablehnung der Motion «Einführung eines schweizweit vollständigen Betreibungsregisterauszuges» (19.4438, Candinas) zum Ausdruck.

Zusammenfassend bringt der SVIT trotz seiner Unterstützung für die nun vorliegende Änderung sein Bedauern zum Ausdruck, dass es bei dieser kleinen Verbesserung der Aussagekraft des Auszugs bleiben soll. Im Zeitalter der Digitalisierung wäre eine Datenübertragung von einem Betreibungsamt zum andern oder die Vernetzung sämtlicher Betreibungsämter technisch und finanziell durchaus machbar. In den Worten von Ständerat Hannes Germann zu seinem Einzelantrag zur parlamentarischen Initiative 16.405: «In diesem Bereich einer überfälligen Vernetzung der Daten von Betreibungsregistern befinden wir uns auf Bundesebene immer noch in der Steinzeit.» (AB 2020 S 592)

Elektronische Zustellungen

Zustimmung, keine Anmerkungen

2. Online-Versteigerung

Zustimmung, keine Anmerkungen

3. Vorgaben an Betreibungsbegehren

Zustimmung, keine Anmerkungen

4. Präzisierung betreffend Arrestvollzug

Zustimmung, keine Anmerkungen

5. Barzahlung an das Betreibungsamt

Zustimmung, keine Anmerkungen

Zum SVIT Schweiz

Als Berufs- und Fachverband der Immobilienwirtschaft vertritt der SVIT Schweiz rund 2'500 Unternehmen, die Dienstleistungen unter anderem für institutionelle, gewerbliche, öffentliche und private Immobilieneigentümer, Bauherren, Betreiber und Stockwerkeigentümergeinschaften erbringen. Zusammen vertreten wir rund 30'000 Berufsleute der Immobilienwirtschaft. Der Schweizerische Verband der Immobilienwirtschaft SVIT Schweiz ist in allen Landesregionen der Schweiz präsent und ist die nationale Vertretung des Immobiliendienstleistungssektors in politischen Belangen.

Kontakt

SVIT Schweiz
Dr. Ivo Cathomen
Stv. Geschäftsführer
Greencity, Maneggstrasse 17
8041 Zürich

Tel. +41 44 434 78 88

ic@svit.ch

Per E-Mail
Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD
zz@bj.admin.ch

Bern, 21.09.2022

Änderung des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) (Betreibungsauskunft, elektronische Zustellungen und Online-Versteigerung) – Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Keller-Sutter
Sehr geehrte Damen und Herren

Transparency International Schweiz («Transparency Schweiz») nutzt gerne die Gelegenheit, sich an der Vernehmlassung zum titelerwähnten Vorentwurf zu beteiligen. Wir nehmen wie folgt fristgerecht Stellung:

Die Vorlage sieht eine Begrenzung der Barzahlungen von Schuldnern an die Betreibungsämter vor. Dies ist im Grundsatz zu begrüßen. Die vorgeschlagene Obergrenze für Bargeldzahlungen ist mit 100 000 Franken jedoch deutlich zu hoch angesetzt. Wir beschränken uns in unserer Stellungnahme auf diesen Punkt. Nachfolgend finden Sie unsere entsprechenden Anträge mit Begründung.

Anträge

Wir beantragen folgende Änderung gegenüber dem Vorentwurf:

Art. 12 Abs. 3

³ Zahlungen können bis zum Betrag von ~~400 000~~ **15 000** Franken in bar geleistet werden. Bei höheren Zahlungen ist die Zahlung des diesen Betrag übersteigenden Teils über einen Finanzintermediär nach dem Geldwäschereigesetz vom 10. Oktober 1997 abzuwickeln.

Zugleich beantragen wir, entsprechende Anpassungen der Regelungen für Barzahlungen bei öffentlichen Steigerungen von beweglichen Sachen und Forderungen sowie von Grundstücken in die vorgeschlagene Gesetzesrevision aufzunehmen:

Art. 129 Abs. 2

² Die Zahlung kann bis zum Betrag von 15 000 Franken in bar geleistet werden. Liegt der Preis höher, so ist der Teil, der diesen Betrag übersteigt, über einen Finanzintermediär nach dem Geldwäschereigesetz vom 10. Oktober 1997 abzuwickeln. Im Übrigen bestimmt der Betreibungsbeamte den Zahlungsmodus.

Art. 136 Abs. 2

² Die Zahlung kann bis zum Betrag von 15 000 Franken in bar geleistet werden. Liegt der Preis höher, so ist der Teil, der diesen Betrag übersteigt, über einen Finanzintermediär nach dem Geldwäschereigesetz vom 10. Oktober 1997 abzuwickeln.

Begründung

- Bargeldzahlungen bergen ein hohes Missbrauchsrisiko für Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung. Das internationale Anti-Geldwäscherei-Gremium FATF verlangt in seinen Empfehlungen deshalb besondere Sorgfaltspflichten für Finanzinstitute (Empfehlung 10) sowie für Edelmetall- und Edelstein-Händler/innen (Empfehlungen 22 und 23) bei Bargeldtransaktionen, die den Schwellenwert von 15 000 USD/Euro übersteigen.¹ Die meisten EU-Staaten haben den Bargeldverkehr angesichts seines hohen Risikos für Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung sogar grundsätzlich begrenzt. In Belgien zum Beispiel liegt bei Waren und Dienstleistungen die Höchstgrenze für Bargeldzahlungen (ausser im Verkehr zwischen Verbrauchern) bei 3.000 Euro. In Italien wurde sie am 1. Januar 2022 auf 999.99 Euro gesenkt, und in Griechenland liegt sie (ausser beim Autokauf) bei 500 Euro.² Ein Verordnungsentwurf der Europäischen Kommission sieht vor, Bargeldzahlungen in allen EU-Staaten auf maximal 10 000 Euro zu beschränken.³
- Die interdepartementale Koordinationsgruppe zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (KGGT) stellt Risiken im Zusammenhang mit Bargeldzahlungen auch mit Blick auf die Schweiz fest. Sie hält fest, Bargeldverwendung sei nicht zuletzt «bei Geldwäscherei von Erlösen aus Drogenhandel und Betrug» zu beobachten und könne auch «bei anderen Geldwäschereimustern zum Einsatz kommen, etwa im Zusammenhang mit Bestechung, kriminellen Organisationen oder qualifizierten Steuervergehen.» Zudem sei Bargeld öfters in Fällen eines Verdachts auf Terrorismusfinanzierung im Spiel.⁴
- Finanzintermediäre haben in der Schweiz Sorgfaltspflichten zur Verhinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung bereits bei Barzahlungen ab 15 000 Franken (Art. 51 Abs. 1 Bst. b, Art. 56 Abs. 5 und Art. 61, Abs. 1 GwV-FINMA). Dies steht im Einklang mit der entsprechenden FATF-Empfehlung (Empfehlung 10). Die Betreibungsämter hingegen haben keine solche Pflichten und sind deshalb in Bezug auf Geldwäscherei stark missbrauchsgefährdet. Aus Sicht Geldwäschereibekämpfung gibt es keinen sachlichen Grund für die unterschiedliche Behandlung von Banken und Betreibungsämtern. Bei

¹ Financial Action Task Force, [International Standards on Combating Money Laundering and the Financing of Terrorism & Proliferation: The FATF Recommendations, Updated March 2022](#). In bestimmten Fällen und für einzelne ausgewiesene Unternehmen und Berufe ausserhalb des Finanzbereichs (DNFBP: Designated Non-Financial Businesses and Professions), insbesondere für Casinos und Immobilienmakler/innen, werden auch bei Bargeldtransaktionen unter dem Wert von 15 000 USD/Euro besondere Sorgfaltspflichten verlangt (FATF-Empfehlungen 10, 22 und 23).

² Europäisches Verbraucherzentrum Deutschland, [Bargeldzahlung: Gibt es eine Bargeld-Obergrenze im EU-Ausland?](#) 14. September 2021.

³ Europäische Kommission, [Vorschlag für eine Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems für Zwecke der Geldwäsche oder der Terrorismusfinanzierung](#), 20. Juli 2021. Für Zahlungen oder Einlagen, die in den Räumlichkeiten von Kreditinstituten vorgenommen werden, ist keine Bargeldbeschränkung vorgesehen, doch muss in solchen Fällen das Kreditinstitut die über die Grenze von 10 000 Euro hinausgehende Zahlung oder Einlage in bar der zentralen Meldestelle melden (Art. 59 Abs. 4 Bst. b).

⁴ Interdepartementale Koordinationsgruppe zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (KGGT), [National Risk Assessment \(NRA\): Bericht über die Bargeldverwendung und deren Missbrauchsrisiken für die Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung in der Schweiz](#), S. 3.

Betreibungsämtern spitzt sich im Vergleich mit den Banken die Geldwäschereiproblematik sogar noch zu: Kriminelle, die den illegalen Ursprung von Bargeldvermögen verschleiern und dabei Überprüfungen durch die Finanzintermediäre vermeiden wollen, müssen dafür nur einem Verbündeten diese Gelder in bar übergeben, damit der Verbündete die Gelder dann in bar über das Betreibungsamt dem Kriminellen wieder zurücküberweist. Damit sind die Gelder gewaschen, notabene sogar «officialisiert», unter Einbezug des Betreibungsamts. Aussagen von Betreibungsbeamten/innen lassen darauf schliessen, dass diese Missbrauchsmöglichkeit tatsächlich genutzt wird. So berichtet eine ehemalige Betreibungsbeamtin gegenüber Radio SRF, es seien regelmässig Barzahlungen eingetroffen und zum Beispiel habe ein Geschäftsmann aus der Immobilienbranche mit Verbindungen nach Russland jeweils mehrere 10 000 Franken in bar mitgebracht. Umso bedenklicher ist, dass gemäss Radio SRF letztes Jahr allein im Kanton Genf über 24 Millionen Franken in bar über Betreibungsämter geflossen sein sollen.⁵

- Die vorgeschlagene Obergrenze von 100 000 Franken für Bargeldzahlungen an die Betreibungsämter ist deshalb deutlich zu hoch angesetzt. Sie steht quer zum internationalen Trend, Bargeldtransaktionen im Rahmen der Prävention von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung auf 15 000 USD/Euro oder weniger zu begrenzen, sowie zur Schwelle von 15 000 Franken, ab welcher die Schweizer Finanzintermediäre bei Bargeldtransaktionen Sorgfalts- und Meldepflichten zur Verhinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung wahrzunehmen haben. Zur Schliessung des Schlupflochs für Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung sollte die Obergrenze deshalb 15 000 Franken nicht übersteigen. Ausserdem wird mit dieser Schwelle Kohärenz mit den nationalen Bestimmungen, die für Finanzintermediäre gelten, sowie mit den internationalen Entwicklungen bei Bargeldtransaktionen hergestellt.
- Die gleichen Schlupflöcher für Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung bestehen auch bei Bargeldzahlungen bei öffentlichen Steigerungen von beweglichen Sachen und Forderungen sowie von Grundstücken. Wie der Bundesrat bereits in der Botschaft zur Umsetzung der 2012 revidierten FATF-Empfehlungen dargelegt hat, besteht bei solchen Steigerungen die Gefahr, dass grössere Summen Bargeld ohne geldwäschereigesetzliche Kontrolle in den Finanzkreislauf eingeschleust werden.⁶ Die aktuell bestehende Obergrenze von 100 000 Franken für Bargeldzahlungen bei öffentlichen Steigerungen (Art. 129 Abs. 2 und Art. 136 Abs. 2 SchKG) sollte deshalb ebenso auf 15 000 Franken gesenkt werden.
- Die negativen gesellschaftlichen Folgen der Geldwäscherei und ihrer Vortaten wiegen unseres Erachtens deutlich schwerer als die möglichen Unannehmlichkeiten, die eine tiefere Obergrenze für Bargeldzahlungen an Betreibungsämter jenen Bürgerinnen und Bürgern bereiten könnte, die noch keinen Zugang zum Bankensystem oder zu elektronischen Zahlungsmitteln haben. Kommt hinzu, dass die Schweizerinnen und Schweizer gemäss einer Schätzung der KGGT im Durchschnitt einen Bargeldbestand von nur gerade 8 550 Franken halten.⁷ Dieser Bestand liegt deutlich tiefer als die in der vorliegenden Stellungnahme beantragte Obergrenze von 15 000 Franken für Barzahlungen an die Betreibungsämter.

⁵ Radio SRF, [Störende Gesetzeslücke: Geldwäsche via Betreibungsamt – weil sicher niemand Fragen stellt](#), 22. Juni 2022.

⁶ Der Bundesrat, [Botschaft zur Umsetzung der 2012 revidierten Empfehlungen der Groupe d'action financière \(GAFI\)](#), 13. Dezember 2013, S. 629 f.

⁷ KGGT, op. cit., S 42.

Eventualantrag

Sollte dennoch eine unbürokratische und einfache Barzahlungsmöglichkeit bis zum ursprünglich vorgesehenen Betrag von 100 000 Franken bevorzugt werden, dürfte dies nicht um den Preis einer wirksamen Geldwäscherei-prävention geschehen. In diesem Fall sollten deshalb die Betreibungsämter bei Bargeldzahlungen über 15 000 Franken geldwäschereirechtlichen Sorgfalts- und Meldepflichten analog zu jenen der Finanzintermediäre unterstellt werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Prof. Dr. iur. Markus Schefer
Präsident



Dr. iur. Martin Hilti, Rechtsanwalt
Geschäftsführer



UNIL | Université de Lausanne
Faculté de droit, des sciences criminelles et
et d'administration publique
bâtiment Internef
1015 Lausanne

DÉTERMINATION

DE LA FACULTÉ DE DROIT, DES SCIENCES CRIMINELLES
ET D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

à propos

DU PROJET DE REVISION DE LA LOI FEDERALE SUR LA POURSUITE POUR
DETTES ET LA FAILLITE, CONCERNANT L' EXTRAIT DU REGISTRE DES
POURSUITES, LA NOTIFICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE ET
LA VENTE AUX ENCHERES EN LIGNE



À propos des différents articles proposés

Art. 8a al. 3 bis

Le projet va dans la bonne direction. Il est important d'attirer l'attention sur le point de savoir si la personne concernée par l'extrait du registre des poursuites a effectivement habité dans l'arrondissement de poursuite. En vertu de l'art. 46 LP, le domicile (ou le siège) est le for ordinaire de poursuite. Les autres fors sont des fors spéciaux. Les poursuites au for ordinaire du débiteur sont, en principe, plus fréquentes que les poursuites à un for spécial. On peut cependant se demander si c'est le travail de l'office des poursuites d'indiquer lui-même les périodes pendant lesquelles la personne concernée a habité dans son arrondissement, ou si un simple avertissement suffit : l'attention étant attirée sur l'opportunité de se renseigner à propos du domicile.

Art. 12, al. 3

La proposition contrevient gravement au droit des obligations. Il convient de ne pas la suivre.

En vertu de l'art. 12 LP, le débiteur poursuivi peut payer à l'office des poursuites avec effet libératoire. Le paiement à l'office éteint la poursuite, sans qu'un juge doive intervenir (ATF 32 I 717). Si le débiteur paie directement en mains du créancier et que celui-ci ne retire pas la poursuite, le débiteur devrait, pour faire cesser celle-ci, ouvrir action selon l'art. 85 ou 85a LP. L'art. 12 LP permet précisément au débiteur d'éviter ces ennuis.

L'art. 12 LP précise le Code des obligations. L'art. 72 CO détermine le lieu de l'exécution de l'obligation, les art. 84 ss CO en précisent les modalités. L'art. 12 LP l'emporte sur le Code des obligations : l'office des poursuites vaut lieu de libération valable. Le débiteur poursuivi doit ainsi pouvoir payer toute sa dette à l'office des poursuites. Limiter le montant d'un paiement au comptant contrevient à ce principe. Même si les cas sont peu fréquents, il faut maintenir cette possibilité. Fermer au débiteur la voie du paiement à l'office des poursuites serait un déni de justice : le débiteur ne pourrait plus faire ce que, selon la loi, il doit pouvoir faire.

Art. 34 al. 2 1^{ère} phrase

Les auteurs du texte proposé souhaitent tenir compte de l'évolution de la technique. Ceci est compréhensible, et, dans une certaine mesure, bienvenu. Toutefois, le texte proposé est problématique.

Le texte français est certes intitulé art. 34, al. 2, 1^{re} phrase, mais le texte proposé commence par 2 bis. Le titre précédant le texte allemand dit art. 34, al. 2 1^{re} phrase, et le chiffre 2 précède le texte. Qu'est-ce qui vaut : 2 (texte allemand), ou 2 bis (texte français) ?

Selon le texte français, les « communications, les mesures et les décisions sont notifiées par voie électronique... » Ce texte crée la confusion dans la terminologie française. Dans la terminologie française du droit des poursuites et des faillites, on distingue communication et notification : la communication est la voie ordinaire, en principe par courrier recommandé (art. 34 LP) ; la notification est la voie qualifiée s'opérant selon

les art. 64 s. LP et menant à un titre public au sens de l'art. 9 CC, réservée au commandement de payer (art. 72 LP) et à la commination de faillite (art. 161 LP). Il s'impose de clarifier la terminologie souhaitée ici.

La notion de « la personne concernée » n'est pas claire. En droit des poursuites et des faillites, il y a les parties à la procédure de poursuite – le créancier poursuivant et le débiteur poursuivi – ainsi que les tiers qui font, le cas échéant, valoir leurs droits.

Toujours dans la même proposition de texte, on lit que « la personne concernée a ... transmis ses actes ». L'expression acte n'est pas claire. Au texte allemand apparaît le terme *Eingabe*. *Eingabe* signifie en français mémoire, requête, acte procédural, écrit. Le terme acte tout seul prête à confusion parce qu'il peut signifier ou bien un acte procédural ou bien un agissement quelconque.

Enfin, toujours le même texte proposé présume que celui qui a saisi par voie électronique l'office ou une autorité sans demander expressément une « notification » sur papier, doit s'attendre à une communication par voie électronique. Cette présomption va trop loin. Il convient de s'assurer auparavant que l'auteur de la démarche est effectivement conscient de ce qu'il fait et de ce qu'il souhaite.

Art. 67 al. 4

Selon le nouveau texte proposé, le Conseil fédéral peut définir le contenu et la forme des indications ainsi que le nombre maximal de créances par réquisition de poursuite. Ce texte est contraire à la séparation des pouvoirs. Il convient de ne pas le suivre.

La poursuite pour dettes est l'exécution forcée. L'exécution forcée met en œuvre le droit matériel. Elle met en œuvre la créance découlant, notamment, de l'art. 97 CO, éventuellement constatée par un tribunal. Le tribunal, sur la base de la loi, dit quel est le droit ; le droit des poursuites et des faillites transforme en réalité ce que le tribunal a constaté ou ordonné. Il n'incombe pas au pouvoir exécutif d'intervenir dans ce qui relève du pouvoir judiciaire.

L'art. 67 LP détermine les indications que doit comporter la réquisition de poursuite. Il convient d'indiquer le créancier (art. 67 al. 1 ch. 1 LP), le débiteur (ch. 2), le montant (ch. 3), le titre et sa date ou la cause de l'obligation (ch. 4). La cause de l'obligation réside dans la loi qui fonde cette obligation, notamment le Code des obligations, mais aussi toutes les autres lois qui peuvent fonder des créances. Il en est de même du titre qui est précisé, le cas échéant, par un tribunal. Toutes ces indications peuvent être plus ou moins longues, plus ou moins compliquées. Il est inadmissible que le pouvoir exécutif (le premier pouvoir) intervienne ici. Il convient de laisser le citoyen s'exprimer librement, comme il peut, et ne pas intervenir dans l'application du droit qui est réservée au troisième pouvoir. Il est inadmissible de forcer le citoyen à utiliser des formulaires ou se servir d'une voie de communication électronique. Selon l'art. 67 al. 1 LP, la réquisition de poursuite est adressée à l'office par écrit ou verbalement. Ces précisions suffisent.

Il n'appartient pas non plus au Conseil fédéral de limiter le nombre maximal de créances par réquisition de poursuite. De jurisprudence constante, le créancier poursuivant peut réunir dans une seule et même poursuite autant de créances qu'il souhaite, pourvu que celles-ci concernent la même personne – le même débiteur – et n'exigent pas des modes de poursuite différents. Le créancier qui agit ainsi limite les frais et les démarches. Une éventuelle procédure de mainlevée ou d'autres procédures ultérieures interviennent par poursuite, et non par créance. Si le Conseil fédéral limite le nombre de créances par réquisition de poursuite – pour des raisons informatiques notamment –, il contraint certains créanciers à multiplier les procédures, ce qui augmente les frais à la charge du débiteur. Le but doit être de simplifier les procédures, de simplifier les démarches et d'alléger les charges pour le créancier et pour le débiteur. La disposition proposée va manifestement dans le sens contraire.

Art. 125 note marginale

Selon l'art. 125 al. 3 LP, les intéressés sont informés au moins trois jours à l'avance de la vente aux enchères. Si la note marginale de l'art. 125 est modifiée dans ce sens, ce délai ne s'applique pas à l'art. 129a proposé, ce qu'il convient d'éviter. Un délai minimal est indispensable.

Art. 129a

Les auteurs du projet souhaitent faciliter la vente aux enchères mobilière sur internet. Ceci mérite du soutien, mais aussi des précautions.

Est-ce qu'il convient vraiment de vendre sur des plateformes privées des biens objets d'une procédure de droit des poursuites et des faillites ? Le message cite essentiellement un auteur. Il pourrait faire plus. Pourquoi les offices des poursuites et des faillites ne peuvent-ils pas créer leur propre plateforme, respectivement pourquoi les cantons ne peuvent-ils pas assumer cette tâche ? On pourrait aussi penser à la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse.

Est-ce qu'on s'est interrogé sur la nature juridique de la vente sur une soi-disant plateforme privée ? Une telle vente reste une partie de la réalisation, et donc un acte de droit public. La propriété passe au moment où l'office des poursuites accepte le prix proposé et transfère la possession du bien. L'acheteur n'a pas les moyens du droit des obligations.

Art. 129a al. 1

Comment le préposé peut-il s'assurer que la plateforme choisie est effectivement « accessible à tous les acheteurs potentiels » ? Ceci paraît impossible. Il y a, par ailleurs, toujours des personnes sans accès internet. Il conviendrait de prévoir que ces personnes puissent venir à l'office des poursuites et se servir de l'infrastructure de celui-ci pour participer à l'enchère, le cas échéant avec l'assistance d'un employé de l'office.

Art. 129a al. 2

Dans le texte proposé apparaît le verbe notifier. Est-ce vraiment une notification ? Cf. la remarque à propos de l'art. 34 al. 2 ou al. 2 bis ci-dessus.

Art. 129a al. 3

Le texte proposé reprend l'art. 126 al. 1 LP. Il manque l'art. 126 al. 2 LP. Ceci crée une inégalité de traitement grave. Si le prix proposé n'est pas supérieur à la somme des créances garanties par gage préférables à celle du poursuivant, la poursuite tombe quant à cet objet. C'est ce que dit l'art. 126 al. 2 LP. Ceci doit valoir aussi lors de la vente aux enchères électronique. La poursuite confère au créancier poursuivant le pouvoir d'exiger une seule réalisation. Ceci signifie une seule tentative de vente. Si cette tentative n'amène pas le prix nécessaire en vertu des droits réels – supérieur au montant des créances garanties par gage préférables –, la vente et la poursuite tombent. Il ne peut pas être différent dans la réalisation électronique. Sans cette précision, les tentatives de réalisation pourraient continuer sans fin.

Art. 129a al. 4

Le texte proposé renvoie aux art. 127, 128 et 129 al. 2. Il ne renvoie pas à l'art. 126. Il conviendrait cependant de renvoyer également à cet article (cf. la remarque à propos de l'art. 129a al. 3 ci-avant). L'art. 129a al. 3 proposé pourrait tomber si l'al. 4 proposé mentionnait l'art. 126. Ce dernier alinéa deviendrait alors l'al. 3.

Art. 132 al. 4

Selon la première phrase proposée, dans le cas d'une réalisation par une vente aux enchères en ligne, seule la décision concernant le choix et les modalités de ce mode de réalisation peut faire l'objet d'une plainte. Ceci est insatisfaisant. Qu'en est-il si la vente se déroule de façon irrégulière, de façon contraire aux règles de la bonne foi ? Qu'en est-il si le débiteur doit constater que son bien est bradé à vil prix ? Qu'en est-il si le créancier doit constater qu'on ne se soucie pas du principe de l'offre suffisante (art. 126 LP) ? Ne pas permettre la plainte dans ces circonstances revient à un déni de justice. La responsabilité du canton, selon l'art. 5 LP, serait engagée.

Art. 256 al. 1

Le texte proposé a la teneur suivante : « Les biens appartenant à la masse sont réalisés, par les soins de l'administration de la faillite, aux enchères conformément aux art. 125 à 129a ou de gré à gré si l'assemblée des créanciers le décide. »

Ce texte est hautement problématique. Il est contraire à d'autres dispositions et contrevient aux principes de la faillite.

L'art. 259 LP renvoie déjà aux dispositions applicables à la réalisation. Il renvoie aux art. 128 et 129 et à des articles ultérieurs. Il ne renvoie notamment pas aux art. 126 et 127. Et ceci à juste titre.

La faillite est l'exécution générale. Tout doit être réalisé. Plus rien ne doit rester. Dès lors, le principe de l'offre suffisante – l'art. 126 – ne peut pas s'appliquer. Et on ne peut pas non plus renoncer à la réalisation et émettre un acte de défaut de biens comme le permet l'art. 127 LP dans la saisie. Le projet qui nous est soumis renvoie pourtant aussi aux art. 126 et 127 – en contradiction avec l'art. 259.

Il convient de s'en tenir au texte actuel de l'art. 256 al. 1. On peut envisager de mentionner l'art. 129a à l'art. 259 LP.

Art. 275

Actuellement, l'art. 275 LP sur l'exécution du séquestre renvoie aux art. 91 ss LP sur la saisie. Le projet de modification propose d'ajouter l'art. 89 LP, et donc un renvoi de l'art. 275 LP aussi à l'art. 89 LP. L'art. 89 LP permet notamment à l'office des poursuites compétent pour la saisie de demander l'entraide d'autres offices. Selon la lettre de la loi, cette entraide n'est pas possible dans le séquestre, malgré un arrêt récent et contraire du Tribunal fédéral. Si des biens qui devraient être séquestrés se trouvent dans différents arrondissements de poursuite, il conviendrait de requérir le séquestre auprès du juge du séquestre compétent dans ces différents arrondissements de poursuite. C'est ce que le projet souhaite changer, une seule ordonnance de séquestre d'un seul juge devant suffire. Ceci est inadéquat.

La saisie n'est possible qu'une fois la poursuite préalable achevée. Ceci signifie que le débiteur a pu faire valoir ses droits, il a pu former opposition au commandement de payer, une procédure de mainlevée a pu se dérouler, éventuellement que des procédures ordinaires, au fond, ont eu lieu en vertu d'une action en reconnaissance de dette ou en libération de dette. Dès lors, il va de soi que l'exécution du jugement doit avoir lieu sans hésitation, et l'office des poursuites compétent pour la saisie doit pouvoir demander l'entraide à d'autres offices des poursuites dans l'arrondissement desquels se trouveraient des biens saisissables.

Il n'en est pas de même dans le séquestre. Le séquestre est une mesure conservatoire urgente. Le juge du séquestre l'accorde sans examen complet de la cause. Souvent, le créancier séquestrant n'a pas de titre bien fondé. Le débiteur séquestré ne peut pas se défendre. Il n'est pas entendu. Dès lors, la prudence s'impose. Et c'est ainsi pour de bonnes raisons que l'art. 275 LP ne renvoie pas à l'art. 89 LP. D'autre part, un tel renvoi amènerait de nouvelles questions. À qui incombe la responsabilité, à l'office requérant ou à l'office requis ? Quelles sont les compétences des différentes autorités de surveillance ? De jurisprudence constante, l'office des poursuites peut considérer comme nulle une ordonnance de séquestre. Qu'en est-il en présence d'un office requérant et d'un ou plusieurs offices requis ? Il convient de ne pas modifier l'art. 275.

Lausanne, le 22 août 2022

Par courrier et courriel
Département fédéral de justice
et police (DFJP)
Palais Fédéral Ouest

3003 BERNE

Paudex, le 15 septembre 2022
FD/mc

Modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (extrait du registre des poursuites, notification par voie électronique et vente aux enchères en ligne) – réponse à la consultation

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir consultés dans le cadre du dossier susmentionné et vous faisons part, dans le délai imparti, de notre prise de position.

A titre de rappel, l'USPI Suisse est l'organisation faîtière romande des professionnels de l'immobilier. Elle se compose des associations cantonales de l'économie immobilière implantées dans les six cantons romands. A ce titre, elle est le porte-parole de quelque 400 entreprises et de plusieurs milliers de professionnels de l'immobilier actifs dans les domaines du courtage, de la gérance, du développement et de l'expertise immobilière. Dès lors, les membres de notre organisation gèrent environ 80 % des immeubles sous gestion dans toute la Suisse romande pour des milliers de propriétaires et avec une incidence directe sur le logement de centaines de milliers de locataires.

Notre prise de position ne portera que sur l'extrait des poursuites qui concerne directement les professionnels de l'immobilier.

1. Remarques générales

Cette révision de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite a pour objectif d'adapter les dispositions légales, afin de mieux utiliser encore les possibilités offertes par la numérisation dans le contexte de la poursuite pour dettes et de la faillite.

Il est prévu en particulier que les offices soient tenus de vérifier le domicile déclaré de la personne concernée en consultant les données du registre des habitants avant l'établissement de l'extrait du registre des poursuites.

L'extrait des poursuites est un document important et souvent demandé dans le cadre de relation contractuelle, afin que le créancier puisse apprécier la solvabilité du débiteur. En matière de location de logement, ce document est systématiquement demandé. Actuellement, l'office des poursuites ne vérifie pas le domicile déclaré de la personne, ce qui permet à une personne d'obtenir un extrait vierge alors qu'elle serait criblée de dettes dans le district de son précédent domicile. La révision proposée va améliorer la fiabilité et la pertinence de l'acte, ce que nous approuvons.

2. Remarques particulières

Article 8a al. 3bis LP – Droit de consultation et extrait

Cette nouvelle disposition prévoit que l'extrait des poursuites mentionne si la personne concernée était inscrite au registre des habitants de l'arrondissement de poursuite durant la période sur laquelle il porte et, le cas échéant, dans quel intervalle durant cette période.

Ce contrôle du domicile déclaré opéré par l'office lors de l'établissement de l'extrait des poursuites permettra d'améliorer la fiabilité et la pertinence du document ou, à tout le moins, attirera l'attention du créancier sur le fait que le débiteur a peut-être des poursuites à son précédent domicile si le domicile mentionné sur l'extrait devait être récent. Dans la mesure où ce document est quasiment systématiquement requis dans le cadre d'une demande de location d'un logement, il est important qu'il puisse renseigner de manière satisfaisante la partie l'ayant demandé.

L'USPI Suisse soutient donc cette nouvelle disposition.

3. Conclusions

La révision proposée tend en particulier à améliorer la pertinence de l'extrait des poursuites, de sorte que l'USPI Suisse soutient cette révision sur ce point. Pour les autres dispositions prévues par cette révision, nous renonçons à nous prononcer dès lors qu'elles ne concernent pas directement les professionnels de l'immobilier.



En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre position, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de notre considération distinguée.

**UNION SUISSE DES PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER**

Le secrétaire

Frédéric Dovat

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'FD', positioned over the printed name 'Frédéric Dovat'.